

ANNONCE

La SARL **DK News** vous informe que nous basculons notre adresse mail et site de « .com » à « .dz »
Veuillez trouver ci-joint la nouvelle adresse et le nouveau mail : **Site: www.dknews.dz / e-mail: contact@dknews.dz**
Pour plus d'information veuillez nous contacter au numéro : (00213) 28.05.33.32 / 028.05.31.61

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Dimanche 16 novembre 2025 / 25 jumada al awwal 1447 - N° 3957 - 13^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Le défunt **CHERRHAL ABDELMAJID "ANTAR"**
www.dknews.dz
e-mail: contact@dknews.dz

ARMÉE

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha supervise la cérémonie d'inauguration de nouvelles infrastructures sanitaires en 1^{ère} région militaire (MDN)

P. 3

PLF 2026

Un budget résolument tourné vers la dimension sociale

P. 4

ALGÉRIE - RUSSIE

Vers une coopération élargie au-delà des hydrocarbures

P. 24

ALGÉRIE 2025

Un sommet décisif pour bâtir une souveraineté pharmaceutique africaine forte, intégrée et durable

L'Afrique s'apprête à franchir un tournant majeur dans la construction de son autonomie sanitaire et industrielle. Du 27 au 29 novembre 2025, Alger accueillera la Conférence ministérielle africaine sur la production locale des médicaments et des technologies de la santé, un événement continental stratégique organisé au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Cette rencontre, soutenue par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), incarne une volonté politique forte : renforcer la capacité du continent à produire ses propres médicaments, réduire sa dépendance aux importations massives et bâtir une souveraineté sanitaire durable, fondée sur la coopération, l'innovation et la solidarité africaine.

P. 7



REVADE 2025

L'Algérie érige la valorisation des déchets en pilier stratégique de son économie verte

P. 7

ALGÉRIE - VIETNAM

Début à Alger de la 13^e session de la Commission mixte algéro-vietnamienne

P. 24

ALGÉRIE - GRANDE BRETAGNE

Signature d'un mémorandum d'entente dans le domaine de l'analyse des empreintes électroniques

P. 4

SANTÉ

MÉDICAMENTS ET CHALEUR

Attention aux interactions !

Pp 12-13

FOOTBALL

CLUBS ENGAGÉS EN AFRIQUE

Une réunion décisive pour hisser le football algérien au niveau continental

P. 21



TISSEMSILT
Le coup d'envoi de la 17^e édition du Festival national de la chanson bédouine et de la poésie populaire

P. 16

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie réceptionne son premier aéronef dans le cadre du programme de renouvellement de sa flotte

P. 24

RELIZANE

Drame évité de justesse à Merjet Sidi Abed : trois enfants intoxiqués au monoxyde de carbone

Un grave incident domestique a secoué la commune de Merjet Sidi Abed, dans la wilaya de Relizane, où trois enfants âgés de 5 à 7 ans ont été victimes d'une intoxication au monoxyde de carbone.

Le drame est survenu dans une salle de bain traditionnelle située au quartier du martyr Zoubir Ben Aïssa, lorsqu'une accumulation de gaz toxique s'est infiltrée dans l'air ambiant, provoquant un malaise soudain chez les enfants.

Alertés immédiatement, les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile d'Oued Rhioi sont intervenus avec célérité pour secourir les petites victimes.

A leur arrivée, ils les ont retrouvées en état de vomissements et présentant de graves signes d'asphyxie.

Les secouristes ont prodigué les premiers soins sur place avant de procéder à leur évacuation urgente vers l'hôpital d'Oued Rhioi, où elles ont été prises en charge par les équipes médicales.

Les agents de la Protection civile ont également sécurisé les lieux afin d'éliminer tout risque persistant lié à la fuite de gaz. Cet incident relance une nouvelle fois l'alerte sur les dangers du monoxyde de carbone, gaz inodore et mortel qui continue de faire des victimes chaque année.

Les services de secours rappellent l'importance cruciale d'aérer régulièrement les habitations, de vérifier les installations de chauffage et d'éviter l'usage de salles de bain traditionnelles mal ventilées. Une vigilance accrue reste la seule garantie pour prévenir de tels accidents, particulièrement en cette période où les appareils de chauffage sont intensément sollicités.

R.L.

TISSEMSILT

Démantèlement d'un abattoir clandestin et saisie de 460 kg de viandes avariées

Dans une opération sécuritaire menée avec rigueur et précision, les services de la Sûreté de wilaya de Tissemsilt ont réussi à mettre fin à une activité criminelle mettant gravement en péril la santé publique.

Agissant dans le cadre du plan sécuritaire dédié à la lutte contre les pratiques portant atteinte à l'hygiène, à la sécurité alimentaire et à la protection du consommateur, les éléments de la 3e sûreté urbaine, appuyés par la Police de l'environnement et de l'urbanisme (PUPE) ainsi que la police générale de la wilaya, ont démantelé un abattoir clandestin et saisi près de cinq quintaux de viandes blanches impropres à la consommation humaine.

L'intervention policière fait suite à des informations précises signalant la circulation et la vente de viandes avariées, issues d'un abattoir illégal utilisé en toute clandestinité. Après un travail d'enquête minutieux et la mise en place d'un dispositif d'interception ciblé, les forces de police ont procédé à l'arrestation du suspect à bord d'un petit camion. La fouille du véhicule a permis la découverte de 125 kg de viandes blanches entreposées dans des conditions totalement contraires aux normes sanitaires.

L'expertise du vétérinaire du service communal d'hygiène a confirmé la dangerosité du produit, dépourvu de certificat sanitaire et conservé sans le moindre respect des règles d'hygiène.

Informée, la justice a été immédiatement saisie.

Les investigations ont révélé que le mis en cause utilisait le garage de son domicile comme abattoir clandestin, transformant son habitation en site d'abattage illégal sans aucun contrôle vétérinaire.

Une perquisition menée dans le cadre d'une coordination permanente entre les services de sûreté et les autorités judiciaires a permis la découverte d'une seconde quantité importante de viandes blanches et d'abats en décomposition, soigneusement emballés et prêts à être écoulés.

Le poids de cette marchandise impropre à la consommation s'élevait à 335 kg.

Au total, 460 kg de viandes avariées ont été saisis, en plus du matériel utilisé dans cette activité illégale.

Conformément aux procédures réglementaires, l'ensemble de la marchandise a été détruit au niveau du Centre d'enfouissement technique de Tissemsilt, éliminant ainsi tout risque sanitaire pour la population.

Les services de la Sûreté de wilaya réaffirment leur engagement total à lutter contre toutes les pratiques menaçant la santé du citoyen.

Ils promettent de poursuivre, avec l'ensemble des partenaires institutionnels, les opérations de contrôle, de prévention et de sensibilisation afin de garantir un environnement sain et sécurisé.

R.L.

BEJAIA

Un réseau criminel de psychotropes démantelé lors d'une opération policière d'envergure



Les services de la Brigade de Recherche et d'Intervention (BRI) de la Sûreté de wilaya de Béjaïa ont mené, en début de semaine, une opération décisive qui s'est soldée par la neutralisation d'un réseau criminel particulièrement structuré, spécialisé dans la distribution illicite de substances psychotropes. Cette action, préparée avec une grande minutie, marque une nouvelle avancée dans la lutte engagée contre les trafics qui menacent la sécurité et la tranquillité publiques.

L'intervention a été déclenchée sur la base d'informations précises faisant état de la présence, dans le quartier d'Ihaddaden, d'un individu sur le point d'écouler une quantité significative de psychotropes.

Une surveillance discrète, menée par les enquêteurs, a permis d'intercepter le suspect au moment où il s'apprêtait à conclure une transaction avec un complice circulant à moto dans le secteur des 600 logements. La fouille effectuée par les policiers a permis la saisie de 1 440 gélules de Prégabaline, un psychotrope fréquemment détourné vers les circuits criminels. Les investigations approfondies qui ont suivi ont conduit les éléments de la BRI jusqu'au principal fournisseur, résidant à Timezrit, ainsi qu'à quatre complices supplémentaires agissant au sein de la même structure criminelle. Les perquisitions ont permis la découverte d'une somme de 650 millions de centimes, issue directement du commerce illicite, ainsi que de deux véhicules servant à la circulation et à la distribution des substances prohibées.

Un dossier judiciaire exhaustif a été constitué à l'encontre des sept individus interpellés, pour des faits liés à la possession, l'acquisition, le stockage et la commercialisation illégale de psychotropes dans le cadre d'un réseau organisé.

Présentés devant les autorités judiciaires, cinq d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt, tandis que deux autres ont été mis sous contrôle judiciaire. Cette opération, d'une importance majeure, témoigne une nouvelle fois de la vigilance constante et de la mobilisation exemplaire des services de sécurité de Béjaïa. Elle illustre également la détermination des forces de police à assainir les quartiers touchés par la criminalité liée aux psychotropes, à protéger la population et à renforcer durablement la sécurité publique face à des organisations de plus en plus structurées.

R.L.

ORAN

Ras El Ain : Une voiture renversée fait un blessé, la Protection civile intervient rapidement

Les habitants du quartier populaire de Ras El Ain ont été témoins mardi dernier d'un renversement spectaculaire de voiture ayant entraîné la blessure d'un homme de 38 ans.

Alertés par des citoyens inquiets, les éléments de la Protection civile de la wilaya d'Oran se sont rendus immédiatement sur les lieux pour sécuriser la zone et porter assistance à la victime. La victime présentait de fortes douleurs au niveau de la cage thoracique.

Les secouristes lui ont prodigué les premiers soins avant de l'évacuer vers l'établissement hospitalier universitaire 1er Novembre 1954 pour une prise en charge complète et des examens approfondis. L'état du véhicule accidenté a été signalé comme sérieusement endommagé, nécessitant son retrait immédiat pour éviter tout danger supplémentaire aux riverains.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes du renversement et identifier d'éventuelles responsabilités. Selon des sources proches de l'incident, le facteur principal pourrait être lié à une perte de contrôle du véhicule, mais toutes les pistes sont examinées.

Cet accident rappelle l'importance cruciale du respect des règles de circulation et de la prudence dans les quartiers urbains à forte densité.

Les autorités locales insistent sur la vigilance des conducteurs et rappellent l'efficacité des interventions rapides de la Protection civile, qui permet de limiter l'ampleur des blessures et de préserver la sécurité des citoyens.

R.L.

Horaire des prières



Fajr: 05h56

Dohr: 12h32

Asr: 15h18

Maghreb: 17h39

Isha: 19h03

MÉTÉO



Alger	: 26°	15°
Oran	: 22°	17°
Annaba	: 29°	13°
Béjaïa	: 24°	17°
Tamanrasset	: 29°	17°

ÉDITORIAL DK NEWS DU JOUR

Incendies en chaîne : l'Algérie unie face au drame

Les incendies qui ont frappé dix wilayas du nord du pays dans la nuit de jeudi à vendredi ont rappelé l'ampleur des défis climatiques auxquels l'Algérie doit désormais faire face.

Vingt-neuf foyers ont été recensés, dont plusieurs d'une intensité exceptionnelle, plongeant notamment la wilaya de Tipaza dans une situation critique.

Mais au-delà du drame, c'est surtout la formidable mobilisation nationale qui s'est imposée comme un véritable rempart face aux flammes.

Dès les premières alertes, les autorités locales et nationales ont réagi avec une réactivité exemplaire.

Sur instruction du Président de la République, le Premier ministre Sifi Griebi s'est rendu à Tipaza, accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, pour superviser les opérations et apporter un message de solidarité aux familles sinistrées.

Leur présence a renforcé la coordination des secours, assurant une prise en charge rapide des populations évacuées et un suivi constant de la situation.

Le ministre de la Santé a, quant à lui, installé une cellule de crise spéciale, mobilisant équipes médicales, ambulances et structures d'accueil afin de garantir une prise en charge optimale des blessés et des personnes affectées par la fumée.

Cette mesure a permis d'anticiper les besoins sanitaires et de renforcer les dispositifs d'urgence dans les communes les plus exposées.

Sur le terrain, les femmes et les hommes de la Protection civile, sous la direction de leur directeur général, ont multiplié les manœuvres pour circonscrire les flammes.

Avec l'appui du directeur général des Forêts, des équipes spécialisées ont été déployées dans les zones les plus touchées, notamment à Larhat, Messelmoune, Béni Milleuk, Cherchell et El Hamdania.

Bombardiers d'eau BE200, camions citernes, brigades pédestres et renforts inter wilayas ont été mobilisés dans une coordination exemplaire. L'Armée nationale populaire a, elle aussi, apporté un soutien essentiel, renforçant certains dispositifs d'intervention et participant à la sécurisation des zones sensibles.

Cette mobilisation multisectorielle démontre la capacité de l'État à agir ensemble dans les situations les plus critiques.

Le mouvement associatif, très présent dans les wilayas touchées, a également joué un rôle déterminant. Les bénévoles se sont engagés dans l'aide aux évacués, la distribution d'eau, de nourriture et de vêtements, et dans l'accompagnement des familles affectées.

Le Croissant-Rouge algérien a déployé ses équipes dans les centres d'accueil, assurant un soutien psychologique et matériel indispensable dans ces moments de détresse.

Face aux flammes, l'Algérie a montré un visage uni, solidaire et déterminé.

Si les dégâts écologiques restent importants « forêts détruites, biodiversité menacée, terres agricoles fragilisées » la réaction rapide et coordonnée de toutes les forces actives du pays a permis de limiter l'ampleur du drame et de protéger les vies humaines. Ces incendies hors saison constituent un signal d'alerte dans un contexte mondial marqué par le changement climatique.

Mais ils mettent surtout en évidence la force de la solidarité algérienne, l'efficacité des institutions et l'engagement de toute une société lorsqu'elle est confrontée à l'épreuve.

Plus que jamais, cette unité doit se prolonger dans une stratégie nationale durable, afin de mieux anticiper, prévenir et affronter les défis climatiques à venir.

RÉDACTION

ARMÉE

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha supervise la cérémonie d'inauguration de nouvelles infrastructures sanitaires en 1^{ère} région militaire (MDN)

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a supervisé, hier, la cérémonie d'inauguration de nouvelles infrastructures sanitaires en première Région militaire (RM), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre des célébrations commémorant le 71^{ème} anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de novembre, Monsieur le Général d'Armée, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'ANP a supervisé, ce samedi 15 novembre 2025, la cérémonie d'inauguration de nouvelles infrastructures sanitaires en 1^{ère} Région militaire", précise la même source.

"A l'entame, et après la cérémonie d'accueil donnée au niveau de l'Hôpital central de l'Armée d'Ain Naadja, par le Commandant de la 1^{ère} Région militaire en présence de Généraux-majors et Généraux du MDN et de l'Etat-major de l'ANP, Monsieur le Général d'Armée a suivi une présentation détaillée du Directeur central des

Services de Santé militaire, portant sur les nouvelles infrastructures qui seront inaugurées, et dont la réalisation s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des projets sanitaires visant à améliorer la performance des établissements hospitaliers et le niveau des services de santé proposés", ajoute le communiqué.

Ensuite, le Général d'Armée a supervisé "la mise en activité de deux services médicaux au niveau de l'Hôpital central de l'Armée, après avoir été équipés de nouveaux matériels médicaux et a écouté, à cette occasion, les explications détaillées présentées par les responsables de ces services".

Dans ce cadre, le Général d'Armée "a inspecté de près le Service d'hyperbare qui offre les méthodes thérapeutiques les plus récentes pour le traitement de l'hypertension au moyen de l'oxygénothérapie, ainsi que celui de la médecine nucléaire, récemment doté d'une nouvelle unité de PET-scan et PET-IRM".

"Cette unité, spécialisée dans l'imagerie moléculaire est équipée d'appareils de dernière génération permet-



tant aux médecins et aux spécialistes d'établir un diagnostic précis quant à la localisation et à la nature de la maladie", précise la même source, relevant que "ces deux services, réalisés conformément aux normes sanitaires internationales et dotés d'équipements modernes et hautement performants, sont à même d'offrir des prestations médicales de qualité aux patients contribuant ainsi à l'amélioration de leurs conditions de prise en charge".

A Blida, le Général d'Armée "a supervisé, en compagnie du Commandant de la 1^{ère} RM et du Directeur central des services de Santé militaire, l'inauguration de l'Hôpital militaire universitaire régional mixte qui assurera la prise en charge médicale, aussi bien des personnels militaires que des citoyens civils".

Par la suite, le Général d'Armée a suivi "un exposé détaillé présenté par le Directeur général dudit hôpital, portant sur les différentes composantes de l'hôpital, sa capacité d'accueil et les équipements médicaux de pointe dont il dispose, en plus de la qualité des ressources humaines médicales et administratives qualifiées qui encadrent tous les services de cette importante réalisation sanitaire militaire", ajoute le communiqué.

Ensuite, il a visité les différents services de l'hôpital, où "des explications détaillées lui ont été fournies sur

les prestations médicales et chirurgicales proposées par l'hôpital, contribuant ainsi au renforcement des services médicaux offerts".

A cette occasion, le Général d'Armée a tenu une réunion avec les cadres et les personnels de la Santé militaire, où il a prononcé une allocution d'orientation suivie, via visioconférence, par les personnels de la Santé militaire des six Régions militaires et à travers laquelle il a souligné que "l'inauguration de ces nouvelles infrastructures sanitaires s'inscrit dans le cadre des célébrations du 71^{ème} anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de novembre et en hommage aux femmes et hommes courageux qui ont façonné la gloire et la fierté de l'Algérie". "Dans le cadre des célébrations commémorant le 71^{ème} anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de novembre, et par fidélité au message de nos valeureux martyrs, et convaincus de notre devoir de renforcer les capacités de notre vaillante Armée, je suis heureux aujourd'hui de visiter la première Région militaire et d'inaugurer de nouvelles installations et infrastructures sanitaires, à l'image de l'Hôpital militaire universitaire régional mixte de Blida, ainsi que plusieurs nouveaux services médicaux au sein de l'hôpital Central de l'Armée", a-t-il indiqué.

"A l'occasion de cette honorable commémoration nationale, nous devons nous

inspirer de la sincérité et du dévouement de ces femmes et ces hommes courageux qui ont façonné la gloire et la fierté de l'Algérie, et de nous en inspirer, en tant qu'Algériens loyaux, pour élever notre travail vers les plus hauts niveaux de perfection, de professionnalisme et de dévouement", a-t-il ajouté.

Le Général d'Armée, a souligné que "ces réalisations témoignent de la détermination sans faille qui pousse le Haut Commandement à continuer d'adapter le système de santé militaire aux nouvelles exigences du Corps de bataille et aux défis sanitaires émergents".

"A cet égard, il convient de souligner que ce qui a été concrétisé sur le terrain dans le secteur de la santé militaire, ou ce qui est en cours de réalisation, reflète sans aucun doute l'attention particulière que porte Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale au secteur de la santé militaire", a-t-il affirmé, notant que "ces réalisations sont des preuves éclatantes de la forte détermination qui nous anime pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, notamment en ce qui concerne l'adaptation continue de notre système de santé militaire aux nouvelles exigences et aux défis sanitaires émergents".

"Nous avons également veillé à fournir les ressources humaines qualifiées nécessaires à nos structures de santé, capables de gérer des services médicaux spécialisés et d'exploiter les équipements médicaux modernes, qu'il s'agisse de médecins généralistes, de spécialistes, de chirurgiens, d'infirmiers ou de techniciens hautement formés, afin d'assurer les plus hauts niveaux de prise en charge sanitaire pour les personnes et leurs ayants droit", a-t-il souligné.

A l'issue, le Général d'Armée a signé les Livres d'or, conclut le communiqué du MDN.

CONSEIL DE LA NATION Nasri reçoit une délégation de l'APW de Tindouf

Le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, a reçu une délégation de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tindouf, dans le cadre des journées portes ouvertes sur le Conseil, visant à promouvoir la culture parlementaire, indique, vendredi, un communiqué de cette institution législative.

Lors de cette rencontre tenue jeudi, M. Nasri a souligné l'importance de la coordination entre les institutions élues, afin d'offrir une prestation de qualité au service du citoyen et de concrétiser ses aspirations dans le cadre de la démocratie participative".

"Cette complémentarité institutionnelle, fondée sur l'échange d'expertises et d'expériences, est à même de réaliser un développement harmonieux et intégré sur l'ensemble du territoire national, dans l'objectif de concrétiser l'Algérie victorieuse", a relevé le président du Conseil de la nation.

De leur côté, les membres de l'APW de Tindouf ont salué l'ouverture des institutions élues au niveau national sur leurs homologues au niveau local, au service de la patrie et du citoyen", exprimant leur remerciement au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour "la dynamique de développement que connaît la wilaya, à travers les projets structurants qui lui ont été consacrés".

Au cours de cette rencontre, la délégation a visité les différents services et espaces du Conseil de la nation, notamment la bibliothèque, le service technique audiovisuel, certaines salles de réunion, le salon d'honneur et la salle des séances, où un aperçu détaillé lui a été donné concernant le Conseil de la nation, conclut la même source.

PARTIS Louisa Hanoune préside une rencontre régionale des cadres du Parti des travailleurs

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a présidé, samedi, à Annaba, une rencontre régionale des cadres de son parti actif dans les wilayas de l'est du pays, au cours de laquelle elle a abordé des sujets d'actualité nationaux et internationaux.

Mme Hanoune a abordé la participation de son parti aux prochaines élections et son engagement à "renforcer la présence des représentants du PT à l'Assemblée populaire nationale", appelant les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales et à participer activement aux prochains scrutins.

La SG du PT a salué, au cours de son discours, "l'attachement de l'Algérie à ses positions constantes concernant les causes justes dans le monde, en particulier la question palestinienne", avant de souligner que le pays "porte un héritage historique l'obligeant à refuser toute atteinte à l'indépendance de la décision nationale ou aux droits légitimes des peuples". Elle a ajouté que "les développements qui ont suivi les événements récents ont transformé la question palestinienne en question mondiale après que les peuples ont découvert l'ampleur des souffrances vécues par les Palestiniens", affirmant, dans le même contexte, que le PT "continuera à défendre les droits inaliénables du peuple palestinien, notamment son droit légitime à retrouver sa terre et à établir son Etat indépendant".

TÉLÉCOMMUNICATIONS

M. Zerrouki supervise le lancement du projet de sécurisation des infrastructures du Centre de télécommunications spatiales

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a supervisé, samedi à Médéa, le lancement des travaux de réalisation du projet de sécurisation des infrastructures du Centre de télécommunications spatiales relevant d'Algérie Télécom Satellite (ATS).

Le ministre a procédé, à Boughezoul, à la pose de la première pierre de ce projet stratégique implanté sur une surface de 30.000 M2 et doté d'une enveloppe considérable estimée à un (1) milliard DA.

Le projet vise à garantir la continuité des services nationaux de télécommuni-

cations spatiales à travers la création d'un centre de secours assurant la redondance en cas d'urgence au centre de Lakhdaria (Bouira), selon les explications fournies sur place.

Selon les responsables du projet, le choix du site de réalisation s'est fait sur la base de critères techniques et stratégiques précis, incluant une activité sismique modérée, une forte densité du réseau de fibre optique, une accessibilité facilitée par l'autoroute Chiffa (Blida)-Boughezoul, ainsi que sa proximité avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL).

Ce projet, représentant une étape im-

portante pour le renforcement des infrastructures nationales de télécommunications spatiales et la pérennité des services vitaux, va également contribuer à la création d'emplois durant les phases de réalisation et d'exploitation, outre son impact économique local et national.

A cette occasion, le ministre a exprimé son souhait que le projet soit achevé dans un délai de 16 mois au lieu des 20 mois prévus dans sa fiche technique.

Par ailleurs, M. Zerrouki a annoncé l'achèvement, début 2027, du projet de couverture de l'ensemble des régions du pays par le réseau de téléphonie mobile.

Un projet doté d'une enveloppe financière conséquente, en vue de couvrir toutes les régions, dont les villages et zones rurales comptant entre 500 et 2.000 habitants.

Il a souligné que la 1^{ère} phase de cette opération a concerné 1.400 zones auxquelles ont été affectées 1.200 stations, dont 800 déjà installées, tandis que l'opération se poursuit pour couvrir, dans sa 2^e phase, 4.500 zones, affirmant, en outre, que "chaque citoyen a droit à la couverture par le réseau de téléphonie mobile".

PLF 2026

Un budget résolument tourné vers la dimension sociale

Les travaux consacrés au projet de loi de Finances 2026 ont pris fin à l'Assemblée populaire nationale dans une atmosphère dense, marquée par trois journées de discussions intenses où les députés ont interrogé avec insistance le gouvernement sur les équilibres budgétaires, les priorités économiques et les engagements sociaux inscrits dans ce texte majeur.

La séance de clôture, présidée par Brahim Boughali, a réuni la quasi-totalité des députés ainsi que l'ensemble de l'équipe gouvernementale, autour du ministre des Finances Abdelkrim Bouzred, venu défendre les fondements d'un budget qualifié d'« ambitieux et réaliste ».

Fixé à 60 dollars, le prix de référence fiscal du baril de pétrole constitue l'un des paramètres centraux du PLF 2026.

Les prévisions budgétaires retiennent des dépenses atteignant 17.636,7 milliards de dinars, pour des recettes évaluées à 8.009 milliards de dinars, reconduisant ainsi un volume global similaire à celui de la loi de Finances précédente.

Ce maintien du cap budgétaire traduit, selon le gouvernement, la volonté d'assurer la continuité dans l'effort de relance économique tout en préservant la dimension sociale qui demeure la pierre angulaire de l'action publique.

Tout au long des débats, les chefs des groupes parlementaires ont fait valoir leurs interrogations face à la « bataille des chiffres » exposée par le premier argentier du pays.

Si le volet social, la fiscalité et l'encouragement à l'investissement ont recueilli un certain consensus, plusieurs députés ont souligné l'urgence de lever définitivement les entraves bureaucratiques et de donner une impulsion encore plus forte à la dynamique économique, notamment pour les secteurs productifs hors hydrocarbures.

Le projet de loi mise clairement sur une reprise progressive et durable de la croissance. Les prévisions tablent sur un taux de 4,1 % en 2026, avant une augmen-



tation estimée à 4,4 % en 2027 puis 4,5 % en 2028. Ces perspectives tiennent compte de l'évolution des marchés internationaux mais aussi des résultats attendus des programmes nationaux d'investissement et des réformes engagées pour moderniser l'appareil économique.

Le gouvernement insiste d'ailleurs sur la nécessité d'exécuter de manière efficace l'ensemble des projets programmés, considérés comme des leviers essentiels pour renforcer le développement local et améliorer concrètement le cadre de vie des citoyens.

Sur le plan social, le PLF 2026 confirme la volonté de l'État de maintenir un dispo-

sitif de soutien massif : les transferts sociaux devraient avoisiner 6.000 milliards de dinars, un niveau inédit qui confère à la solidarité nationale la « part du lion » dans le budget.

Cette orientation a été largement saluée par les députés, qui y voient un signal positif adressé aux catégories vulnérables dans un contexte marqué par les défis du pouvoir d'achat.

Le ministre des Finances a rappelé que la logique ayant guidé l'élaboration du texte repose sur un équilibre entre rigueur, soutien social et encouragement à l'investissement. Il a également réaffirmé que la réforme de la fiscalité devait pro-

gresser avec prudence, rappelant le principe selon lequel « trop d'impôts tue l'impôt », ce qui explique en partie l'absence de nouvelles pressions fiscales dans l'exercice 2026.

Le projet contient par ailleurs plusieurs mesures ciblées, dont l'une particulièrement remarquée : l'exonération douanière, fiscale et parafiscale pour l'importation d'ovins vivants destinés à l'abattage pour l'Aïd El-Adha, applicable du 15 avril 2025 au 30 juin 2026.

L'article 117 prévoit ainsi l'exemption des droits de douane, de la TVA, de la taxe, de la domiciliation bancaire et de la contribution de solidarité pour ces importations, une décision présentée comme un mécanisme de régulation destiné à stabiliser les prix lors de cette période sensible.

Au terme de ces débats, l'assemblée s'achemine sereinement vers l'adoption du texte, prévue pour le 18 novembre 2025.

Le PLF 2026 apparaît, à la lumière des échanges, comme un instrument budgétaire structuré autour de la protection sociale et de la relance économique, avec l'ambition affirmée de consolider les acquis tout en préparant l'avenir dans un contexte économique mondial toujours imprévisible.

Les parlementaires, malgré quelques divergences et échanges houleux, ont convergé sur l'essentiel : l'État assume pleinement sa mission de soutien social tout en s'efforçant d'ancrer durablement la croissance hors hydrocarbures, pierre angulaire de la souveraineté économique nationale.

R.N

PARTIS

Le RND salue la dynamique de développement dans les wilayas du Sud

Le Secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Monder Bouden, a salué, samedi depuis la wilaya de Béni Abbès, la dynamique de développement et les projets d'infrastructures en cours de réalisation dans les différentes wilayas du sud du pays.

Dans son allocution lors d'une rencontre avec les militants du parti, M. Bouden a évoqué les principaux projets stratégiques approuvés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit des wilayas du Sud, notamment les projets ferroviaires à Tindouf, Béchar, El Meniaa et autres wilayas, ainsi que l'exploitation de la mine de Gara Djebilet et plusieurs autres projets, mettant en avant l'importance majeure que revêtent ces projets dans la création de nouveaux emplois et la satisfaction des besoins des habitants des régions du Sud.

M. Bouden a insisté également sur la nécessité d'encourager les jeunes dans divers domaines, à travers l'exploitation des différents mécanismes disponibles pour l'appui de cette catégorie, saluant, par ailleurs, les efforts que déploient l'Armée nationale populaire (ANP) et l'ensemble des corps de sécurité pour la préservation de la sécurité et de la stabilité du pays.

Au plan international, M. Bouden a salué la position immuable de l'Algérie en faveur des causes justes à travers le monde et des droits des peuples à l'autodétermination, à leur tête les causes palestinienne et sahraouie.

WORLD SKILLS ALGERIA 2025

La ministre de la Formation professionnelle dévoile les enjeux d'un rendez-vous national d'excellence

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nasima Arhab, a animé, samedi 15 novembre 2025 à 14h30, une conférence de presse au siège du ministère, consacrée aux préparatifs et aux ambitions de l'Algérie pour la nouvelle édition des Olympiades des métiers – WorldSkills Algeria. Cet événement de portée nationale et internationale, considéré comme l'un des plus grands concours mondiaux dédiés à l'excellence dans les métiers, mobilise cette année encore une dynamique renouvelée au sein du secteur.

Dès l'ouverture de la rencontre, la ministre a mis en avant l'importance stratégique de ces Olympiades pour la valorisation des compétences, l'encouragement de l'innovation et la promotion de la jeunesse algérienne dans les métiers techniques et technologiques.

Elle a souligné que WorldSkills Algeria 2025 constitue un espace privilégié pour ré-

vélér les talents émergents, renforcer la culture de la performance et hisser les standards de formation aux normes internationales. Mme Arhab a également insisté sur la dimension pédagogique et économique de cette compétition, qui représente un véritable levier de développement des filières professionnelles. Selon elle, la participation des jeunes compétiteurs contribue à consolider l'image d'une Algérie créative, compétente et engagée dans la modernisation de son appareil productif.

Elle a indiqué que le ministère a renforcé les dispositifs d'accompagnement et de préparation afin d'assurer des prestations de haut niveau lors des épreuves.

La conférence a aussi été l'occasion de présenter les principaux axes organisationnels de cette édition, notamment la sélection des candidats, les nouvelles spécialités intégrées au concours, ainsi que les partenariats

institutionnels et économiques associés à l'événement. La ministre a rappelé que WorldSkills Algeria s'inscrit pleinement dans la stratégie nationale visant à revaloriser la formation professionnelle et à l'adapter aux exigences du marché du travail.

En clôturant la rencontre, Mme Arhab a adressé un message de confiance et de motivation aux participants, soulignant que leur engagement constitue une fierté pour le pays et un signe de la montée en compétence de la jeunesse algérienne.

Elle a réaffirmé que cette édition 2025 ambitionne de placer l'Algérie parmi les nations les plus performantes dans la maîtrise des métiers d'avenir.

Avec cette conférence, le ministère confirme sa volonté d'inscrire durablement les Olympiades des métiers comme un rendez-vous incontournable de l'excellence, de l'innovation et de la compétitivité nationale.

R.N

ALGÉRIE - GRANDE BRETAGNE

Signature d'un mémorandum d'entente dans le domaine de l'analyse des empreintes électroniques

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a signé un mémorandum d'entente avec le ministère britannique de l'Intérieur, visant à renforcer le partenariat opérationnel et à développer les compétences des cadres et techniciens de la police algérienne dans le domaine de l'analyse avancée des empreintes électroniques, a indiqué samedi un communiqué de ce corps de sécurité. La signature de ce mémorandum d'entente est intervenue à l'occasion de la récente visite de travail effectuée par le Directeur général de la Sûreté nationale, M. Ali Badaoui, au Royaume-Uni, à la tête d'une délégation policière composée de cadres de la DGSN, dans le cadre du « renforcement des mécanismes de coopération bilatérale dans le domaine policier ». Le mémorandum a été signé par M. Badaoui et le ministre d'Etat britannique chargé de la Sécurité des frontières et de l'asile, M. Alex Norris, en présence de l'ambassadeur d'Algérie au Royaume-Uni, M. Noureddine Yazid.

En vertu de ce mémorandum, il sera procédé au « renforcement du partenariat opérationnel et au développement des capacités des cadres et techniciens de la police algérienne dans le domaine de

l'analyse avancée des empreintes électroniques, outre l'échange d'expertises et de connaissances dans les technologies de reconnaissance et de vérification de l'identité, en phase avec les enjeux actuels et l'évolution des technologies modernes dans ce domaine ». Le DGSN et la délégation l'accompagnant ont également visité l'Agence nationale de lutte contre la criminalité (NCA) à Londres, où ils ont pris connaissance de l'expérience du Royaume-Uni dans la lutte contre la criminalité, ainsi que des systèmes numériques utilisés par l'agence pour l'analyse des données criminelles et l'échange d'informations, exposant à cette occasion l'approche opérationnelle de la police algérienne dans la lutte contre toutes formes de criminalité, notamment la criminalité organisée transnationale. La visite de travail effectuée par le DGSN a été l'occasion de renforcer les liens solides entre les polices des deux pays et d'élargir les cadres de coopération commune dans les domaines liés à la lutte contre la criminalité organisée et à l'échange d'expertises opérationnelles», conclut le communiqué.

APS

MOSTAGANEM

Un nouvel élan pour la zone industrielle d'El Bordjia grâce à une station moderne de gestion des eaux pluviales

La zone industrielle d'El Bordjia, située dans la commune d'El Hassiane à Mostaganem, franchit une étape majeure de son développement avec l'entrée en service d'une station de relevage et de transfert des eaux pluviales.

Cette infrastructure stratégique, récemment mise en exploitation, constitue un investissement clé inscrit dans le programme sectoriel de développement visant à moderniser et à équiper la zone pour accueillir de nouveaux projets industriels.

Dotée d'une capacité impressionnante de 18.000 m³ par heure, la station permettra d'améliorer de manière significative l'évacuation des eaux pluviales vers l'oued voisin, réduisant ainsi les risques d'inondation et renforçant la durabilité des installations en cours d'aménagement.

Avec un coût de réalisa-



tion dépassant les 518 millions de dinars, cette station vient s'ajouter à une première infrastructure similaire, dont la réalisation avait nécessité 360 millions de dinars, illustrant l'ampleur des efforts consentis

pour hisser la zone au niveau des standards industriels modernes.

Lors de sa visite sur site, le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a insisté sur la nécessité d'une gestion optimale de cette sta-

tion stratégique. Il a ainsi ordonné la conclusion d'une convention entre le groupe « Divindus », chargé de son exploitation, et l'Office national de l'assainissement, afin de mettre en place des sessions de formation dédiées aux ressources humaines.

Cette démarche vise à garantir un fonctionnement efficace et durable de l'installation, véritable pilier du développement industriel local.

Cette nouvelle avancée confirme la volonté des autorités de faire d'El Bordjia un pôle attractif pour l'investissement et l'implantation d'unités industrielles modernes.

R.L

LES ÉLUS COMMUNAUX D'ORAN ADOPTENT UN BUDGET PRIMITIF 2026 DE 444 MILLIARDS

Une architecture financière ambitieuse au service d'un développement communal renouvelé

L'Assemblée communale d'Oran a adopté, mardi, à l'unanimité, le projet du Budget primitif (BP) pour l'exercice 2026, portant sur une enveloppe globale estimée à 444 milliards de centimes.

Cette validation, au-delà de sa dimension financière, s'inscrit dans un contexte national où la gouvernance locale est appelée à se structurer autour de la transparence, de la performance et de la réponse concrète aux attentes des citoyens.

Pour Oran, ville stratégique, carrefour économique et pôle urbain majeur à l'échelle du pays, ce budget revêt une portée particulière : il trace les orientations d'une année déterminante pour la consolidation des services publics, l'engagement de nouveaux projets et la rationalisation des dépenses.

Selon les élus et les cadres financiers de la commune, la préparation de ce budget s'est appuyée sur une méthodologie plus rigoureuse que les années précédentes, intégrant une analyse fine des équilibres internes, une projection réaliste des recettes et une planification plus structurée des dépenses.

Les arbitrages opérés ont été guidés par un double impératif : maintenir la dimension sociale de la gestion locale, tout en introduisant une discipline budgétaire plus stricte pour assurer la viabilité à long terme. Le caractère social du budget reste prédominant, comme en témoigne la part considérable des masses salariales, qui représentent environ 80 % du total des dépenses.

Ce ratio, souvent source de débats dans les grandes communes du pays, illustre le poids structurel des charges de personnel dans un contexte où la demande sociale est forte et où de nombreux services municipaux reposent encore sur un fonctionnement classique très consommateur en ressources humaines.

Pour autant, la commune d'Oran affirme vouloir engager progressivement une dynamique d'optimisation, notamment à travers la redéfinition des missions, la modernisation organisationnelle et la numérisation des procédures administratives, afin de réduire les dépenses non productives et d'améliorer l'efficacité des services rendus.

Sur le plan opérationnel, le budget

2026 met en évidence plusieurs axes prioritaires destinés à renforcer la qualité de vie des citoyens. Les responsables de la commune assurent que des ressources seront mobilisées pour l'entretien des quartiers, la réhabilitation du bâti ancien, la modernisation de l'éclairage public, la gestion des déchets, l'amélioration de la mobilité urbaine et le renforcement de la sécurité routière.

À ces actions s'ajoutent des interventions ciblées dans les domaines de l'environnement, des espaces verts, de la voirie, de la propreté urbaine et des équipements de proximité.

Autant de segments qui représentent, pour la population, les marqueurs les plus visibles de l'action publique locale. La commune prévoit également de lancer ou de relancer plusieurs projets inscrits depuis quelques années mais retardés pour des raisons administratives ou financières.

L'objectif est d'accélérer leur mise en œuvre afin de réduire les disparités entre quartiers, améliorer la cohésion territoriale et répondre aux exigences du programme national de modernisation des villes.

Des investissements seront ainsi concentrés sur la rénovation des infrastructures, l'amélioration des centres de services, la valorisation du patrimoine communal et l'intégration de solutions modernes de gestion urbaine.

Pour assurer l'équilibre de ce budget, l'Assemblée communale accorde une importance particulière à l'amélioration du recouvrement fiscal, l'un des points faibles chroniques de nombreuses communes du pays.

Des mesures réglementaires plus strictes ont été introduites, notamment la résiliation des contrats d'exploitation irréguliers concernant les locaux relevant du patrimoine communal.

La commune insiste sur la nécessité de récupérer les créances impayées, d'assainir la gestion locative et de mettre fin aux situations d'occupation sans droit ni titre.

Dans ce cadre, les mises en demeure adressées aux contrevenants seront désormais suivies de procédures judiciaires systématiques, afin d'éviter les pertes financières et de garantir l'autorité de la décision publique.

Les observateurs du dossier estiment que cette approche marque une

évolution notable dans la manière dont la commune entend gérer ses ressources.

L'objectif n'est pas seulement de rétablir un équilibre financier, mais également de responsabiliser les acteurs économiques et les bénéficiaires du patrimoine communal, en rappelant que la pérennité du service public passe aussi par une discipline fiscale et des comportements citoyens.

D'un point de vue plus global, ce budget s'inscrit dans une dynamique nationale de modernisation de la gestion locale, encouragée par les autorités centrales. La commune d'Oran, en tant que grande métropole, est appelée à être un laboratoire de bonnes pratiques administratives et budgétaires, notamment dans la rationalisation des dépenses, l'innovation dans le financement local et la digitalisation des services. Plusieurs élus soulignent que la marge de progression reste importante, mais que les années récentes ont permis d'amorcer un changement de culture qui commence à porter ses fruits. L'adoption du budget 2026 ouvre ainsi une nouvelle séquence pour la commune : celle de l'exécution, la phase la plus délicate et souvent la plus déterminante. La réussite dépendra de la capacité des services administratifs à appliquer les orientations fixées, à mobiliser les ressources nécessaires et à assurer un suivi régulier et rigoureux de l'avancement des projets.

Pour les citoyens, les résultats attendus sont concrets : davantage de propreté, plus de sécurité, une meilleure organisation urbaine, des infrastructures en état et un service public présent et réactif.

Dans un environnement économique national en mutation, où l'État engage d'importantes réformes structurelles et encourage la diversification des sources de financement local, le budget d'Oran apparaît comme un outil stratégique pour renforcer l'attractivité de la ville, soutenir son développement et répondre à l'urgence sociale.

Les 444 milliards mobilisés constituent donc bien plus qu'une enveloppe financière : ils représentent une feuille de route ambitieuse, une promesse de renouveau et une opportunité pour hisser Oran à la hauteur de son statut de grande capitale de l'Ouest.

R.L

RÉHABILITATION D'UN TRONÇON DU PARCOURS DU TRAMWAY DE CONSTANTINE SETRAM à l'œuvre pour faciliter la mobilité des voyageurs

La Société d'exploitation des tramways SETRAM (unité opérationnelle de Constantine) a renforcé le plan d'action mis en œuvre parallèlement avec le chantier de réhabilitation du tronçon du trajet du tramway affecté par un glissement de terrain, par une série de mesures d'accompagnement au service des usagers de ce moyen de locomotion, a indiqué samedi la cellule de communication de la Direction de l'unité opérationnelle de Constantine.

En plus du service gracieux de transport par bus (15 bus actuellement mobilisés assurant la liaison où le service est suspendu en raison des travaux, à savoir entre les stations Khazenadar et Palma), la SETRAM a mobilisé tous son staff afin d'accompagner les voyageurs et intervenir "en temps réel" en cas d'éventuelles perturbations, a précisé la responsable de la cellule, Ibtissem Ghimouz.

Les contrôleurs mobilisés à cet effet, opèrent en étroite coordination avec le Centre des opérations de la SETRAM pour remédier à tout inconvénient pouvant être signalé, a expliqué la même source.

La direction de SETRAM (unité de Constantine) a fait état de la possibilité d'augmenter le nombre de bus en cas de forte affluence, a-t-elle précisé faisant état de l'installation d'un centre de contrôle à la station Khazenadar, chargé de superviser l'ensemble du dispositif et de garantir une communication fluide entre les bus et le Centre de contrôle de l'unité opérationnelle.

Par ailleurs, des ascenseurs électriques sont mis à la disposition des voyageurs à la station (Palma), avec une priorité accordée aux personnes âgées et à mobilité réduite, selon la même source qui a fait part également de la mise en service de 21 rames de tramway sur l'ensemble de la ligne, un dispositif qui pourra être renforcé en fonction des besoins constatés sur le terrain.

Une cellule d'information a également été installée à la station Khazenadar pour orienter les voyageurs et répondre à leurs interrogations.

Un dispositif spécial d'accompagnement pour les étudiants a été mis en œuvre à travers un service supplémentaire de rames spécialement dédié aux étudiants afin de faciliter leurs déplacements vers les différents campus universitaires et d'assurer la fluidité du trafic pendant les périodes d'études.

A titre d'exemple, une rame réservée exclusivement aux étudiants circule dans les deux sens de la station Khazenadar à l'université Mentouri (Constantine 1).

Tout un programme de transport au profit des étudiants avec des horaires communiqués a été ajusté à la suite d'une enquête menée par la cellule de communication de

SETRAM Constantine, en collaboration avec la cellule des affaires estudiantines de l'université Emir Abdelkader des sciences islamiques, ainsi qu'une étude de terrain réalisée à la station Emir Abdelkader afin d'identifier les besoins réels des étudiants.

Grâce à ces mesures concrètes, la SETRAM réaffirme son engagement en faveur d'un service public de transport moderne, accessible et adapté aux besoins des citoyens et des étudiants constantinois.

APS

ALGER

Une réforme stratégique du système de change pour une gouvernance monétaire transparente et crédible

Dans un contexte économique mondial marqué par des tensions financières et des mutations rapides des marchés, l'Algérie se trouve engagée dans une réflexion profonde visant à moderniser son système de change et à consolider les fondements de sa gouvernance monétaire.

Cette mutation, désormais incontournable, constitue l'un des leviers majeurs du redressement économique et de l'attractivité du pays.

Elle est au cœur des recommandations formulées par l'économiste et député à l'Assemblée populaire nationale, le Dr Abdelkader Berriche, membre influent de la Commission des finances et du budget.

Pour ce dernier, la réforme du régime de change n'est pas un simple ajustement technique : elle représente un choix stratégique d'envergure nationale, conditionnant à la fois la transparence des politiques publiques, la stabilité financière et la capacité de l'économie à attirer des capitaux étrangers. Les enjeux sont multiples, d'autant plus que l'Algérie est confrontée depuis des décennies à l'existence d'un marché parallèle tentaculaire des devises, devenu au fil du temps un système concurrent de la sphère bancaire officielle et alimentant un écart croissant entre le taux officiel et le taux appliqué dans les circuits informels.

La transition engagée dans les années 1990, lorsque le pays est passé d'un régime de change fixe à un régime administré sous l'égide du FMI, avait certes permis d'installer un cadre monétaire plus stable.

Mais elle n'a pas réussi à juguler l'expansion de l'informel, ni à renforcer suffisamment la confiance dans le système bancaire.

Selon Dr Berriche, la réforme à venir doit précisément répondre à ces dysfonctionnements structurels, en offrant à la fois une visibilité accrue, une lisibilité budgétaire renforcée et une transparence indispensable au fonctionnement d'un marché moderne.

L'expert propose ainsi une feuille de route ambitieuse s'étalant sur la période 2025-2035, structurée autour de trois phases successives.

La première repose sur la consolidation des réserves de change, qui devront atteindre un seuil considéré comme stratégique « au moins 70 milliards de dollars » tout en procédant à l'ouverture progressive de bureaux de change agréés pour intégrer, par étapes, une partie du marché parallèle dans le circuit officiel. Cette approche vise également à canaliser les transferts de fonds de la diaspora, qui

constituent une ressource importante, mais encore sous-exploitée en raison de contraintes administratives et de taux jugés peu attractifs.

La deuxième phase, prévue entre 2028 et 2032, introduit une libéralisation partielle du régime de change à travers une flottation administrée.

Cette transition comportera l'instauration de deux taux officiels distincts : un taux destiné aux importations stratégiques, et un autre couvrant les transactions ordinaires.

Cette innovation, qui nécessite une régulation stricte et une coordination étroite entre les banques commerciales et la Banque d'Algérie, devrait permettre une meilleure allocation des devises et une transparence accrue dans les opérations comptables liées au commerce extérieur.

La troisième phase, entre 2032 et 2035, marque l'achèvement de la réforme avec la mise en place d'un taux unique résultant de l'offre et de la demande sur le marché, dans un cadre de flottation progressive.

Le rôle de la Banque centrale y sera limité à des interventions ciblées destinées à prévenir les déséquilibres majeurs, tout en renforçant sa communication institutionnelle, la publication régulière de ses données et l'ouverture de canaux de dialogue avec les acteurs économiques et la diaspora.

Cette mutation, si elle est ambitieuse, n'est pas dépourvue de risques. Dr Berriche anticipe que la transition pourrait, dans un premier temps, provoquer une dépréciation du dinar, une hausse du coût des importations et une inflation plus marquée.

Un impact sur le pouvoir d'achat des ménages est également attendu, ce qui nécessite, selon lui, des dispositifs d'accompagnement fondés sur un ciblage précis des subventions, un contrôle strict des prix essentiels et un soutien aux catégories sociales vulnérables.

Toutefois, l'expert souligne que ces difficultés ne seraient que temporaires si le pays parvient à instaurer un environnement attractif pour les investisseurs, à encourager les flux financiers externes et à créer de nouveaux emplois. La réussite de la réforme dépendra largement de la transparence de la Banque d'Algérie, de la régularité des



publications statistiques, de la prévisibilité des décisions monétaires et de la capacité de l'État à instaurer la confiance auprès des opérateurs économiques et des citoyens. Pour le Dr Berriche, l'enjeu dépasse la seule gestion du taux de change. Il s'agit d'un projet national visant à moderniser l'économie, à assainir le système financier, à intégrer l'Algérie dans les standards internationaux et à éliminer définitivement le marché parallèle qui fragilise les recettes fiscales, perturbe les équilibres comptables et mine la crédibilité des institutions.

En conclusion, la refonte du système de change apparaît comme un passage obligé pour accompagner la transformation économique du pays.

Transparence, discipline financière, cohérence budgétaire et gouvernance modernisée devront constituer les principes directeurs de cette réforme structurante.

L'Algérie, à travers cette transition monétaire d'envergure, aspire non seulement à renforcer sa souveraineté économique, mais également à se positionner comme un acteur plus compétitif sur la scène régionale et internationale.

R.E

COMMERCE INTÉRIEUR M^{me} Abdellatif reçoit une délégation de l'UGCAA



La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a reçu une délégation de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), conduite par son Secrétaire général, Issam Bedrissi, en présence des présidents des fédérations affiliées à l'Union, indique samedi un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue au siège du ministère dans le cadre des rencontres consultatives et de coordination consacrées à l'examen des préoccupations des commerçants, a permis de passer en revue l'état global du commerce intérieur et d'évaluer les conditions d'approvisionnement, précise la même source.

La rencontre a également été l'occasion de discuter des préoccupations des commerçants et des artisans, notamment en ce qui concerne l'organisation des marchés et la régulation des prix.

SIVECC 2025

Un carrefour stratégique pour les innovations de la ventilation, de l'électricité, du chauffage, du froid, de la climatisation et de la protection incendie

Le secteur de la ventilation, du chauffage, du froid industriel, de la climatisation, de l'électricité, de la plomberie et de la sécurité incendie s'apprête à vivre l'un de ses rendez-vous les plus marquants de l'année avec l'ouverture de la sixième édition du Salon international de la ventilation, de l'électricité, du chauffage, du froid, de la climatisation, de la plomberie et de la lutte contre les incendies (SIVECC). L'événement se tiendra du 17 au 20 novembre 2025 au Palais des Expositions des Pins Maritimes à Alger, réunissant des centaines de professionnels, d'experts et d'acteurs industriels venus d'Algérie et de vingt pays partenaires.

Organisé par MS PUB, SIVECC 2025 s'impose comme un rendez-vous incontournable dans la région nord-africaine pour les solutions HVAC et leurs applications industrielles. Pour les fabricants, distributeurs, installateurs, ingénieurs, consultants et jeunes diplômés en quête d'opportunités, ce salon constitue un espace unique d'échanges, de découvertes technologiques et de mise en relation avec les acteurs clés du marché.

Il se présente également comme un véritable observatoire des tendances mondiales dans le domaine de la gestion énergétique, de l'efficacité thermique, de la ventilation mo-

derne et des systèmes de sécurité incendie.

Sur une superficie dépassant les 15.000 m², SIVECC 2025 accueillera plus de 160 exposants nationaux et internationaux représentant des pays tels que l'Italie, la Turquie, les Émirats arabes unis, la Corée du Sud, la Chine, les États-Unis, la France, l'Inde, l'Égypte ou encore la Tunisie.

Une diversité qui témoigne de l'intérêt croissant porté à ce marché dynamique et en pleine mutation, au cœur des enjeux de transition énergétique et d'innovation technologique.

L'événement offrira aux visiteurs une immersion complète dans les nouveautés du secteur : technologies de refroidissement de précision, solutions de chauffage à haute efficacité énergétique, systèmes de ventilation intelligents, innovations en matière de climatisation durable, équipements de plomberie avancés et dispositifs modernes de protection et de détection incendie. Un large éventail de produits et de prototypes sera présenté, permettant aux professionnels d'explorer les tendances de demain et d'identifier les solutions adaptées aux besoins croissants du marché. Au-delà de la dimension commerciale, SIVECC 2025 ambitionne de jouer un rôle structurant dans l'accompagnement des stratégies nationales et régionales de transition

énergétique.

Les exposants et experts mettront en avant des approches et technologies axées sur la réduction des consommations, l'efficacité énergétique, la gestion intelligente des ressources et la durabilité environnementale. L'objectif est de promouvoir un écosystème industriel compétitif et respectueux des normes de sécurité et de protection de l'environnement. Le salon se distingue également par un programme scientifique et technique particulièrement riche. Pas moins de 25 conférences, ateliers de formation et sessions interactives seront animés par des spécialistes renommés du secteur.

Ces rendez-vous permettront d'aborder des thématiques de pointe telles que les nouvelles technologies HVAC, l'intégration des énergies renouvelables, la sécurité industrielle, les matériaux émergents ou encore les perspectives d'évolution des normes internationales.

Ces moments de partage visent à améliorer les compétences des participants, renforcer les connaissances techniques et ouvrir le débat sur les défis majeurs du secteur.

Grâce à cette combinaison entre exposition, formation et réseautage, SIVECC 2025 se présente comme un événement global réunissant l'ensemble de la chaîne de valeur.

Les entreprises publiques et privées, les start-up innovantes, les décideurs économiques, les ingénieurs et les investisseurs y trouveront des opportunités concrètes pour établir de nouveaux partenariats, développer des projets communs et identifier des potentialités d'investissement dans des filières à forte valeur ajoutée.

Depuis son lancement, SIVECC n'a cessé de consolider son positionnement en tant que plateforme de référence pour la promotion de l'innovation technologique et la diffusion de solutions respectueuses de l'environnement.

Sa sixième édition confirme cette dynamique et offre une vitrine exceptionnelle sur les avancées du secteur HVAC et des systèmes de sécurité dans une région en pleine expansion industrielle.

SIVECC 2025 s'annonce ainsi comme un rendez-vous majeur pour tous les acteurs souhaitant anticiper les mutations technologiques, explorer les innovations internationales et contribuer à la modernisation des infrastructures énergétiques et industrielles en Algérie et en Afrique du Nord.

Un événement à ne pas manquer pour celles et ceux qui placent la performance, la durabilité et l'innovation au cœur de leurs priorités professionnelles.

R.N

ALGÉRIE 2025

Un sommet décisif pour bâtir une souveraineté pharmaceutique africaine forte, intégrée et durable

L'Afrique s'apprête à franchir un tournant majeur dans la construction de son autonomie sanitaire et industrielle. Du 27 au 29 novembre 2025, Alger accueillera la Conférence ministérielle africaine sur la production locale des médicaments et des technologies de la santé, un événement continental stratégique organisé au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Cette rencontre, soutenue par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), incarne une volonté politique forte : renforcer la capacité du continent à produire ses propres médicaments, réduire sa dépendance aux importations massives et bâtir une souveraineté sanitaire durable, fondée sur la coopération, l'innovation et la solidarité africaine.

L'enjeu est de taille.

Aujourd'hui, entre 70 et 90 % des médicaments utilisés en Afrique sont importés, tout comme 99 % des vaccins.

Dans un contexte mondial marqué par les crises sanitaires, les ruptures d'approvisionnement et les inégalités en matière de soins, la nécessité de développer une industrie pharmaceutique africaine robuste est devenue une priorité stratégique.

À travers ce sommet, l'Algérie entend offrir un espace de réflexion, de concertation et d'action destiné à repenser l'avenir sanitaire du continent autour d'une vision commune.

Pour le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouldri, l'organisation de cette conférence représente une opportunité majeure pour mettre en valeur les capacités industrielles algériennes et contribuer à l'élaboration d'une feuille de route continentale pour la production locale.

L'Algérie figure aujourd'hui parmi les pays les plus avancés du continent dans ce domaine : elle abrite 27 % des usines pharmaceutiques africaines, soit 250 unités de production sur un total continental de 650.

Grâce à cette dynamique industrielle soutenue, elle couvre déjà 82 % de ses besoins en médicaments par la production locale, affichant une volonté affirmée de devenir un pôle pharmaceutique régional capable de soutenir et d'accompagner les États africains dans leurs processus de développement.

Cette expertise, accumulée au fil de réformes ambitieuses, place l'Algérie en position privilégiée pour jouer un rôle pivot dans la construction d'une industrie pharmaceutique africaine intégrée.

M. Kouldri a d'ailleurs rappelé que ce ren-



dez-vous continental permettra non seulement de renforcer la coopération entre les États membres, mais aussi de promouvoir les opportunités d'exportation à destination des marchés africains, dans un cadre structuré et coordonné conforme aux aspirations de l'Union africaine. Le représentant de l'OMS en Algérie, le Dr Phanuel Habimana, a souligné l'importance stratégique de cette conférence, la qualifiant de « moment déterminant » dans l'histoire sanitaire du continent.

Il a salué les efforts déployés par l'Algérie pour l'organisation de cet événement de haut niveau, et rappelé les conclusions de la réunion des ministres africains de la Santé tenue à Brazzaville en 2024.

Selon lui, l'Algérie est aujourd'hui « bien positionnée pour servir de modèle en matière d'investissement pharmaceutique », grâce à une vision claire, une infrastructure solide et une volonté politique ferme de soutenir l'autonomie sanitaire du continent.

La dimension diplomatique et géo-économique de cette conférence n'est pas en reste. Dans son intervention lors du lancement of-

ficiel du comité national chargé de la préparation du sommet, la secrétaire d'État chargée des Affaires africaines, Selma Bekkha Mansouri, a rappelé que cet événement s'inscrit dans la continuité de la dynamique panafricaine impulsée par l'Algérie, notamment après le succès de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025). Elle a souligné que la coopération économique africaine ne peut être dissociée de la consolidation des chaînes de valeur régionales dans des secteurs vitaux tels que la santé, les biotechnologies et l'innovation scientifique.

À ses yeux, cette conférence permettra de « transformer les acquis économiques récents en avancées concrètes pour la souveraineté sanitaire et pharmaceutique du continent ». Le sommet abordera des thématiques essentielles : la régulation régionale des produits de santé, la standardisation des normes de fabrication, le développement de centres régionaux de production, la mutualisation de la recherche scientifique, le renforcement des capacités biotechnologiques, la diversification des sources de financement,

ainsi que les mécanismes de transfert technologique entre États africains.

Ces axes structurants visent à bâtir un modèle durable où l'Afrique produira, distribuera et contrôlera ses propres médicaments, tout en stimulant l'emploi, la recherche et l'innovation locale.

Le comité national algérien, installé officiellement à Alger, aura pour mission de coordonner les aspects scientifiques, logistiques et diplomatiques de la conférence.

Il veillera également à l'implication active des secteurs public et privé, des universités, des laboratoires de recherche, des institutions financières et des opérateurs industriels. L'objectif est clair : faire de ce sommet un espace d'échanges, mais surtout un lieu de décisions, de partenariats structurants et de projets concrets qui renforceront la sécurité sanitaire du continent.

Au-delà de l'organisation matérielle de la conférence, l'Algérie entend jouer un rôle moteur dans l'émergence d'un partenariat sud-sud fondé sur la science, l'innovation et la solidarité. Cette ambition s'inscrit dans la vision du président Tebboune, qui appelle à une Afrique unie, résiliente et capable de produire ses propres solutions sanitaires. En plaçant la santé au centre du développement, l'Algérie défend un modèle fondé sur l'intégration, l'autonomie et le partage des connaissances.

À travers ce grand rendez-vous continental, l'Algérie confirme son engagement à œuvrer pour une souveraineté pharmaceutique africaine forte et durable.

Ce sommet, pensé comme un acte fondateur, pourrait bien marquer le début d'une nouvelle ère : celle d'une Afrique capable de concevoir, produire et distribuer ses propres médicaments, libre des contraintes de dépendance extérieure, et pleinement actrice de son avenir sanitaire et industriel.

Une ambition légitime, portée par une volonté politique affirmée et soutenue par une mobilisation continentale sans précédent.

R.E

REVADE 2025

L'Algérie érige la valorisation des déchets en pilier stratégique de son économie verte

L'Algérie a réaffirmé, avec force et ambition, son engagement en faveur de la transition écologique et du développement durable à l'occasion de l'ouverture de la neuvième édition du Salon international de la récupération et de la valorisation des déchets (REVADE).

Organisé sous le thème « Valorisation des ressources en Afrique... perspectives de développement durable », ce rendez-vous majeur du recyclage a été officiellement inauguré par la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché, Amel Abdelatif, et la ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, Kaoutar Krikou, en présence d'un ensemble d'autorités gouvernementales, économiques et diplomatiques. Une présence politique qui, à elle seule, illustre l'importance stratégique désormais accordée à une filière devenue moteur de croissance, d'innovation et de création de richesses.

Dès l'ouverture, l'atmosphère dans les allées du Palais des expositions reflétait une dynamique nouvelle : plus de 100 exposants nationaux et étrangers, entreprises publiques, sociétés privées, startups, institutions, centres de recherche et associations présentaient des solutions pionnières dans le recyclage, la valorisation, la récupération des matériaux, la production de matières premières secondaires et l'économie circulaire.

Pour la ministre de l'Environnement, ce salon n'est pas seulement un espace d'exposition, mais « une plateforme stratégique destinée à diffuser la culture de la valorisation, encourager l'innovation, stimuler l'économie circulaire et renforcer les partenariats africains et internationaux ». Dans son discours d'ouverture, Kaoutar Krikou a insisté sur la transformation profonde que connaît aujourd'hui la filière des déchets, longtemps perçue comme une charge et désormais identifiée comme une source de richesse.

Elle a salué l'énergie créative des jeunes entrepreneurs, dont les projets exposés dans le salon témoignent d'une maturité technologique croissante.

« La diversité des solutions proposées prouve que l'Algérie est prête à franchir une nouvelle étape dans la gestion durable des déchets », a-t-elle affirmé, rappelant l'importance d'un

écosystème national fondé sur l'innovation, la performance et la coopération entre les secteurs public, privé et académique.

La ministre du Commerce, Amel Abdelatif, a pour sa part souligné l'émergence de véritables modèles nationaux dans l'intégration des principes de l'économie circulaire.

Elle a mis en lumière la capacité des entreprises algériennes à transformer les déchets en opportunités industrielles : plastique revalorisé, métaux récupérés, résidus agricoles convertis en fertilisants, sous-produits alimentaires transformés, matières organiques traitées pour la production de compost. « Le mouvement engagé par nos entreprises constitue une réponse concrète aux défis du marché, mais aussi une démonstration de la compétitivité nouvelle de l'économie nationale », a-t-elle déclaré, annonçant le renforcement du soutien public aux initiatives de recyclage et d'innovation verte. La visite des pavillons a confirmé cette dynamique. Les deux ministres ont pu découvrir une multitude de projets innovants, portés notamment par des startups spécialisées dans la collecte intelligente, la transformation des biodéchets, la production de combustibles dérivés des déchets, l'upcycling textile ou encore les technologies basées sur l'intelligence artificielle pour optimiser les chaînes de tri.

Plusieurs démonstrations ont montré que le pays dispose désormais d'une masse critique d'innovateurs capables d'apporter des réponses concrètes aux enjeux environnementaux nationaux et régionaux. Symbole de cette vision nouvelle, une convention de coopération a été signée en marge du salon entre la société Magro et l'Agence nationale des déchets.

Ce partenariat vise la collecte, le tri et la valorisation des déchets issus de neuf marchés de gros relevant du réseau Magro, avec pour objectif de convertir les déchets de fruits et légumes en matières organiques de haute valeur ajoutée destinées au secteur agricole.

Une démarche exemplaire d'intégration entre filières, qui place la gestion des biodéchets au cœur de l'économie verte. Le salon REVADE a également été marqué par la participation du ministre somalien de la Faune, des Forêts et des Pâturages, Hassan Hussein Mohamed, invité d'honneur de cette neu-

vième édition. Impressionné par le dynamisme de la filière algérienne, il a exprimé la volonté de son pays de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines du recyclage, du traitement des déchets et de la formation technique.

« L'Algérie représente un modèle inspirant pour les pays africains engagés dans la transition écologique », a-t-il déclaré lors de son intervention. Dans la même journée, les deux ministres, accompagnées des autorités locales, ont effectué une visite officielle au Parc écologique de Oued Smar, un site emblématique de la transformation environnementale nationale. Autrefois décharge sauvage, ce lieu a été réhabilité sur orientations du président de la République pour devenir un espace écologique complet, doté de plantations, de sentiers pédagogiques et d'aménagements à vocation éducative et touristique. Ce parc, devenu référence nationale, illustre parfaitement la capacité du pays à convertir les défis environnementaux en projets structurants.

Une plantation symbolique y a été organisée, rappelant l'engagement constant de l'Algérie en faveur des initiatives vertes et des actions climatiques concrètes.

Le salon REVADE, dans sa neuvième édition, s'affirme désormais comme l'un des événements majeurs en Afrique dans le domaine du recyclage et de la gestion durable des ressources. Il offre une plateforme de haut niveau pour l'échange d'expertises, le transfert de technologies, la conclusion de partenariats stratégiques et l'émergence de synergies intersectorielles. Les ministres ont unanimement souligné que la réussite de cette édition constitue une étape supplémentaire dans la construction d'un modèle national performant, basé sur l'innovation, la durabilité et la valorisation des ressources.

À travers cette manifestation internationale, l'Algérie envoie un message clair : la transition écologique n'est plus un slogan, mais une politique active et structurée, adossée à des projets concrets, à une vision ambitieuse et à l'engagement de toutes les forces vives du pays.

Le REVADE 2025 confirme ainsi la place centrale que l'Algérie entend occuper dans la dynamique africaine de l'économie verte.

R.E

SÉTIF

Les portes ouvertes de l'École des sous-officiers de la Gendarmerie nationale dévoilent l'excellence opérationnelle et l'ouverture citoyenne

La wilaya de Sétif a vécu, ce vendredi 14 novembre 2025, une journée marquante consacrée à la valorisation du travail sécuritaire et au renforcement du lien entre les citoyens et les forces de l'ordre.

Le wali de Sétif, M. Mustapha Limani, a pris part aux portes ouvertes organisées par le Commandement de la Gendarmerie nationale, au niveau de l'École des sous-officiers d'Ain Roumana, accompagné du président de l'Assemblée populaire de wilaya ainsi que de plusieurs responsables civils et sécuritaires.

Cette manifestation, devenue un rendez-vous attendu par la population locale, s'inscrit pleinement dans la politique nationale visant à consolider l'ouverture des institutions sécuritaires sur leur environnement social.

Elle offre un espace privilégié de rencontre, d'écoute et de sensibilisation, permettant au public de découvrir de près les missions essentielles de la Gendarmerie nationale, son rôle dans la protection des personnes et des biens, ainsi que son engagement constant pour la sécurité publique.

Dès les premières heures de la matinée, les visiteurs ont afflué pour explorer les différents pavillons thématiques installés pour l'occasion.

Les organisateurs ont conçu un parcours pédagogique riche et varié, incluant des espaces d'orientation, d'information et de prévention au profit du grand public.

Les stands dédiés à la sécurité routière, à la police scientifique, à la lutte contre la criminalité et aux techniques d'intervention ont suscité un vif intérêt, notamment chez les jeunes et les fa-



milles, impressionnés par la modernité des moyens matériels et technologiques mis en œuvre dans les missions opérationnelles.

Un espace entièrement réservé aux unités spécialisées et équipes d'intervention a permis de montrer l'expertise de ces formations, dont les compétences techniques et tactiques constituent un pilier majeur dans la réponse aux situations d'urgence.

Les visiteurs ont pu découvrir les équipements utilisés lors des interventions sensibles, les dispositifs de contrôle, les instruments de détection, ainsi que les nouveaux outils numé-

riques intégrés dans le travail quotidien des brigades. Un autre volet très apprécié a été consacré aux opportunités de recrutement et de formation au sein de la Gendarmerie nationale.

Sous la supervision de cadres expérimentés, un stand d'information a fourni aux jeunes toutes les indications nécessaires sur les conditions d'accès aux écoles et centres de formation, les parcours professionnels possibles, la nature du cursus enseigné et les perspectives d'évolution offertes aux futurs sous-officiers.

Les échanges ont été nourris, permettant aux visiteurs de mieux com-

prendre les exigences, les valeurs et l'esprit de discipline qui structurent cette institution.

Point d'orgue de cette journée, plusieurs démonstrations opérationnelles ont été exécutées par les différentes unités et équipes spécialisées.

Des exercices de combat rapproché, des simulations d'interventions rapides et des manœuvres tactiques ont illustré avec réalisme les situations auxquelles les gendarmes sont confrontés quotidiennement.

Ces présentations spectaculaires, saluées par le public, ont mis en évidence la rigueur, la maîtrise et le haut niveau de préparation des personnels engagés.

À travers cette initiative, la Gendarmerie nationale réaffirme sa volonté d'entretenir une relation de confiance et de transparence avec les citoyens, tout en sensibilisant les jeunes aux missions nobles et essentielles de ce corps constitué.

En participant à cette journée, le wali de Sétif a souligné l'importance de telles actions qui rapprochent les institutions sécuritaires de la société et renforcent le sentiment de sécurité collective. Cette édition des portes ouvertes à Ain Roumana s'est ainsi imposée comme un moment fort où modernité, professionnalisme et engagement citoyen se sont conjugués pour mettre en lumière une institution au service exclusif de la nation et du citoyen.

R.N

NORD DE L'ALGÉRIE SOUS LES FLAMMES

29 incendies ravagent 10 wilayas, Tipaza en première ligne

Le nord de l'Algérie a été frappé dans la nuit de jeudi à vendredi par une série d'incendies d'une intensité exceptionnelle, bouleversant plusieurs wilayas et mobilisant toutes les forces de la Protection civile et de l'Armée nationale populaire.

Selon un bilan officiel, 29 feux ont été recensés sur 10 wilayas, avec Tipaza comme épice de cette catastrophe naturelle, une situation inhabituelle pour la saison automnale.

Ces incendies surviennent dans un contexte climatique atypique, marqué par des épisodes de chaleur persistants et des sécheresses prolongées, conséquences directes du changement climatique.

Les experts alertent sur la multiplication de ces phénomènes « hors saison », constatés également dans d'autres régions du globe, comme le Québec, le Mexique, l'Espagne ou les États-Unis, où les incendies deviennent plus fréquents et dévastateurs.

En Algérie, la période à risque s'étend désormais de façon prolongée, allant du printemps à l'automne, en raison des canicules tardives et de la fragilisation progressive des forêts et de la végétation.

Selon la Protection civile, 17 incendies ont été maîtrisés, trois restent sous surveillance, tandis que neuf foyers continuent de brûler activement.

Les wilayas les plus touchées sont Tlemcen, Chlef, Ain Defla, Médéa, Blida, Tipaza, Alger, Tizi Ouzou, Béjaïa et Jijel.

Tipaza, particulièrement affectée, a vu plusieurs communes rurales submergées par les flammes, notamment Douar Boukhidja, Messelmoun, Beni Milleuk et Hadjret Ennous, entraînant des évacuations préventives pour protéger les populations locales.

Les opérations de lutte contre le feu ont mobilisé des moyens humains et matériels considérables.

À Larhat, sept camions, des équipes pédestres et des renforts venus d'Ain Defla, Boumerdès et Relizane sont intervenus, soutenus par un avion bombardier d'eau BE200.

À Cherchell, un centre de commandement opérationnel a été installé pour coordonner les interventions dans la forêt de Bouzoula.

À Messelmoun, deux feux restent actifs, l'un dans la forêt d'Ammarcha, l'autre à Douar Frères Mersali, où les équipes de Blida et Médéa agissent en coordination avec un BE200.

À Béni Milleuk, les opérations se poursuivent dans



la forêt de Choula avec le détachement de Chlef, tandis qu'à Médéa, dix camions citernes sont mobilisés dans la zone de Khezroune (commune de El Hamdania).

Les autres wilayas, d'Alger à Jijel, ont également vu des équipes spécialisées intervenir rapidement pour limiter les dégâts.

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, s'est rendu à Tipaza pour suivre les opérations sur le terrain et rassurer les familles touchées.

Il a souligné que, sur instructions du Président de la République, l'État veillerait à un accompagnement adapté, notamment dans les centres d'accueil, et a demandé aux autorités locales de garantir toutes les conditions nécessaires pour la sécurité des populations.

Les conséquences de ces incendies dépassent largement le cadre local.

Sur le plan environnemental, la destruction de vastes surfaces forestières menace la biodiversité, perturbe les écosystèmes et accentue l'érosion des sols.

Les spécialistes avertissent que la perte de végétation, combinée à la chaleur et à la sécheresse, augmente

les risques pour les années à venir, tant sur le plan écologique qu'économique.

Les communautés rurales, dont la vie et l'activité agricole dépendent directement des forêts et des ressources naturelles, sont particulièrement vulnérables face à de tels événements.

Face à cette situation exceptionnelle, les autorités appellent les citoyens à la vigilance et à la coopération.

Il est recommandé de ne pas s'approcher des zones enflammées, de signaler tout départ de feu via les numéros d'urgence 14 ou 1021, et de respecter scrupuleusement les consignes de sécurité de la Protection civile.

Ces incendies rappellent à l'Algérie, comme à de nombreux pays dans le monde, la nécessité d'une stratégie nationale renforcée de prévention et de lutte contre les catastrophes naturelles, en intégrant les effets du changement climatique et la protection des ressources forestières.

La mobilisation conjointe des forces de sécurité, de l'administration locale et des citoyens apparaît désormais comme un impératif pour protéger les populations et limiter l'impact de ces phénomènes dévastateurs.

R.N

CHLEF

La police démantèle deux réseaux de trafic de drogue à Ténès et renforce la sécurité des citoyens

La ville de Ténès, dans la wilaya de Chlef, a été le théâtre d'une opération sécuritaire majeure menée par la Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) d'Abou El Hassan, rattachée à la Sûreté de wilaya de Chlef.

Ces interventions ont permis de neutraliser deux individus impliqués dans le trafic de stupéfiants, mettant fin à des activités criminelles qui perturbaient la tranquillité publique et suscitaient une vive inquiétude parmi la population.

La première arrestation a ciblé un homme de 38 ans, activement engagé dans la vente de drogues à proximité immédiate d'un établissement scolaire primaire.

Ce trafic à proximité d'enfants et de jeunes élèves avait provoqué l'indignation des parents et des résidents du quartier. Lors de son interpellation, le suspect était en possession de 0,8 gramme de résine de cannabis.

Une perquisition méticuleusement menée à son domicile, sur autorisation du parquet, a conduit à la saisie de 20 grammes supplémentaires de cannabis, 20 comprimés d'ecstasy, un comprimé de « Prégabaline » de 300 mg, ainsi que des lames de rasoir et divers outils utilisés pour la découpe et la préparation des doses. Cette découverte met en lumière l'organisation et la dangerosité de son activité illicite. Dans une opération distincte, un récidiviste notoire a été appréhendé alors qu'il exploitait un local commercial abandonné près de la station des Châaïr comme point de vente de stupéfiants. L'homme a été arrêté en flagrant délit en possession d'une plaquette de « tramadol » et d'un « fragment de résine » de cannabis. La fouille du local a permis de découvrir plusieurs armes blanches, dont un sabre de grande taille, deux couteaux et une matrique en bois, suggérant que ces objets pouvaient être utilisés dans le cadre d'agressions liées à son trafic. À l'issue de ces interventions,



les deux suspects ont été déférés devant le tribunal de Ténès pour répondre des chefs d'accusation de possession et de trafic de stupéfiants, détention d'armes blanches sans autorisation et mise en danger de la sécurité publique.

Les autorités judiciaires ont salué la rapidité et l'efficacité des services de la Sûreté de wilaya dans le traitement de ces affaires.

Ces opérations illustrent la vigilance constante des forces de sécurité dans la lutte contre le trafic de drogues, phénomène aux conséquences sociales et sécuritaires préoccupantes. Elles démontrent également l'importance accordée à la protection des citoyens, notamment des jeunes et des élèves, en garantissant la sécurité aux abords des établissements éducatifs, lieux particulièrement sensibles face aux risques liés à la drogue.

Le succès de ces interventions repose sur un travail d'investigation minutieux, alliant surveillance

de terrain, collecte de renseignements et coopération avec les habitants.

Les policiers de Chlef ont ainsi démontré leur capacité à neutraliser des réseaux criminels bien organisés, à sécuriser la ville et à renforcer la confiance de la population envers les institutions sécuritaires. Dans un contexte où la lutte contre les stupéfiants demeure une priorité nationale, ces opérations constituent un signal fort envoyé aux trafiquants : la vigilance des forces de sécurité reste maximale, et toute activité illicite menaçant la santé publique et la sécurité des citoyens sera poursuivie avec détermination.

Grâce à cette double intervention, Ténès voit sa sécurité renforcée et ses habitants rassurés, illustrant l'efficacité et la réactivité des services de la Sûreté de wilaya de Chlef face aux menaces qui pèsent sur l'ordre public.

R.L

ORAN

Violent dérapage à Ain El Bya : Un conducteur blessé transporté en urgence à l'EHU d'Oran

La route nationale N°11, au niveau de la localité de Chairia dans la commune d'Ain El Bya, a été le théâtre d'un accident spectaculaire survenu avant-hier vers 13 heures.

Une voiture de marque Chevrolet a violemment dérapé, entraînant le renversement partiel du véhicule et la blessure grave de son conducteur, âgé de 40 ans.

Alertés rapidement, les secouristes de la Protection civile de la wilaya d'Oran sont intervenus sur les lieux pour assurer la sécurité de la zone et prodiguer les premiers soins à la victime.

Après évaluation de son état, le blessé a été transporté d'urgence vers les services des urgences de l'Établissement hospitalier universitaire 1er Novembre 1954, où il a été pris en charge par l'équipe médicale.

Les circonstances exactes de ce dérapage restent à déterminer.

Une enquête a été ouverte par les autorités compétentes afin d'identifier les facteurs ayant contribué à cet accident, notamment l'état de la chaussée, les conditions météorologiques et la vitesse de conduite.

Le véhicule a également subi des dommages importants, nécessitant son retrait immédiat de la route pour éviter tout risque supplémentaire.

Cet incident met en lumière les dangers liés à la circulation sur les routes nationales et l'importance d'une vigilance accrue de la part des conducteurs.

La Protection civile rappelle que la prévention routière et la prudence restent les meilleurs moyens d'éviter de tels accidents, qui peuvent avoir des conséquences graves pour les victimes et les autres usagers de la route.

R.L

Une voiture percute une boulangerie à Bir El Djir, un blessé grave évacué par la Protection civile

Un accident spectaculaire s'est produit mardi après-midi dans la commune de Bir El Djir, où une voiture de marque Opel a violemment percute le mur d'une boulangerie, provoquant des dégâts matériels importants et un blessé grave.

Selon des sources officielles, le conducteur aurait perdu le contrôle de son véhicule, entraînant un dérapage avant l'impact sur la porte d'entrée de l'établissement commercial.

Le choc a été d'une telle violence que le conducteur, âgé de 41 ans, a été grièvement blessé.

Les secouristes de la Protection civile, dépêchés rapidement sur les lieux, ont prodigué les premiers soins.

La victime a ensuite été transportée d'urgence vers l'Établissement hospitalier universitaire (EHU) 1er Novembre 1954, où elle a été prise en charge par les équipes médicales.

Le véhicule a subi d'importants dommages à l'avant, rendant sa circulation impossible.

Les autorités locales ont ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de cet accident et vérifier si d'éventuelles infractions au code de la route ont été commises.

La rapidité d'intervention des équipes de secours a permis d'éviter un bilan encore plus lourd, notamment pour les clients et le personnel présents dans la boulangerie au moment du choc. Ce type d'accident souligne l'importance du respect des limitations de vitesse et de la vigilance sur les axes urbains, particulièrement dans les zones commerciales où la densité piétonne est élevée.

La protection civile rappelle également aux conducteurs l'importance d'adopter une conduite préventive afin de réduire les risques d'accidents graves.

R.L

EL TARF

Augmentation significative de la production de liège durant la campagne de l'année 2025 (conservation des forêts)

Une augmentation « significative » de la production de liège a été enregistrée dans la wilaya d'El Tarf lors de la campagne de récolte de 2025, a déclaré, samedi le chef du bureau du recensement, de l'aménagement et de la production à la conservation des forêts, Tahar Kacimi. Le même responsable a fait savoir, dans une déclaration à l'APS, que la production a atteint 4458 quintaux contre 1703 quintaux en 2024, ce qui met en évidence, selon lui, les efforts déployés en matière d'exploitation de cette richesse forestière.

M. Kacimi a attribué cette augmentation de la production, effectuée sur une superficie de 1.500 hectares dans plusieurs forêts de la wilaya, à « la bonne préparation de la campagne et à la protection des zones forestières contre les incendies », à « la mobilisation des agents de la conservation des forêts et des travailleurs de l'entreprise régionale de génie rural « Babor » (projet d'El Kala). Elle est également attribuée aux conditions climatiques favorables « caractérisées par d'importantes chutes de pluie et l'absence de vagues de chaleur prolongées ou d'incendies tout au long de la saison estivale ». La même source a ajouté que la campagne de récolte du liège, entamée fin mai dernier, a été confiée à l'entreprise régionale de génie rural « Babor » en vertu de la convention conclue entre la direction générale des forêts et cette entreprise qui emploie 126 travailleurs saisonniers à travers 15 chantiers.

Pour rappel, la superficie forestière de la wilaya frontalière d'El Tarf s'étend sur 179.000 hectares, soit 62 % de la surface totale de la wilaya.

Elle comprend plusieurs types d'arbres tels que le

chêne-liège, le hêtre, l'eucalyptus et les pins de diverses espèces, répartis sur les communes d'El Tarf, de Bougous, de Zitouna, d'El Kala, de Raml El Souk, de Hammam Beni Salah, d'Oued Zitoun, d'Ain Kerma et d'Asfour.

ALGER

Effondrement partiel d'un vieil immeuble (Protection civile)

L'effondrement partiel d'un vieil immeuble d'habitation, composé d'un rez-de-chaussée et de quatre étages, a été enregistré au niveau de la rue Rabah Moussaoui dans la commune et la daïra de Hussein Dey à Alger, indique samedi un communiqué de la Direction générale de la Protection civile (DGPC). Les services de la Protection civile sont intervenus à 02h50 suite à cet effondrement, ayant fait un (1) blessé qui a quitté l'hôpital après avoir reçu les soins nécessaires, précise la même source.

Pour mener à bien cette intervention, la DGPC a mobilisé deux (2) camions de sauvetage et trois (3) ambulances, et déployé le Groupe de reconnaissances et d'intervention en milieux périlleux (GRIMP) et la brigade cynotechnique.

Les services de sécurité compétents se sont également rendus sur les lieux de l'effondrement dès sa survenue et ont pris les mesures de sécurité nécessaires pour protéger et évacuer les habitants. Il est à noter que les familles qui occupaient cet immeuble ont été relogées il y a quelque temps.

APS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ Une santé publique durable passe par un environnement sain

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a affirmé, vendredi à Alger, qu'une santé publique durable ne saurait être réalisée sans un environnement sain.

Dans une allocution lue en son nom par le chef de Cabinet du ministère de la Santé, M. Khalil Reda Hadj Mati, à l'ouverture du 3e Congrès de la Société algérienne de pneumologie (SAP), jumelé au 1er Congrès de la Ligue arabe des pneumologues, M. Ait Messaoudene a souligné que "la politique de santé publique intègre désormais la surveillance épidémiologique des maladies respiratoires liées à l'environnement, car la santé et l'environnement sont aujourd'hui indissociables dans une politique nationale visant à atteindre le développement durable".

Saluant le choix du slogan retenu pour ce 3e Congrès de la SAP, à savoir "Environnement et poumon", le ministre a mis en avant "l'importance de ce thème au moment où les défis environnementaux se multiplient avec des effets de plus en plus délétères sur la santé respiratoire", estimant que "la lutte contre les pathologies respiratoires d'origine environnementale repose avant tout sur la prévention et la sensibilisation, et ce, à travers l'encouragement des modes de vie sains, la réduction du tabagisme et le renforcement de la sécurité en milieux professionnels".

Il a, dans ce cadre, réaffirmé, "le soutien constant du ministère à la recherche scientifique, à travers le renforcement des centres d'exploration fonctionnelle respiratoire, la consolidation de la coopération intersectorielle pour le contrôle de la qualité de l'air et le développement de programmes de sensibilisation et de prévention destinés à la population".

Après avoir pris la présidence de la Ligue arabe des pneumologues, le président de la SAP, Pr Merzak Gharnaout, a indiqué que le 3e Congrès de la SAP, jumelé au 1er Congrès de la Ligue arabe des pneumologues, rassemblait des experts algériens, arabes et européens pour examiner l'impact des facteurs environnementaux sur la santé respiratoire et échanger les dernières études et expériences scientifiques en matière de prévention, de diagnostic et de traitement.

Ces deux événements sont axés sur l'impact du changement climatique et de la pollution environnementale sur la santé respiratoire, ainsi que sur l'importance d'établir une vision arabe commune pour atténuer les répercussions de ce phénomène sur les citoyens, a-t-il dit.

Pour sa part, le Secrétaire général de la Ligue arabe des pneumologues, Dr Mohammad Hasan Altarawneh, a souligné le rôle pionnier de l'Algérie dans le soutien à la recherche scientifique et le développement des systèmes de santé arabes.

Le 1er Congrès de la Ligue arabe des pneumologues se veut "une plateforme pour unifier les efforts médicaux arabes face aux défis sanitaires croissants engendrés par le changement climatique", a-t-il dit.

De son côté, le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), Pr Kamel Sanhadji, a mis en avant l'importance majeure que revêt cette double rencontre, qui permet de présenter les expériences algériennes, arabes et même européennes en matière de lutte contre les maladies thoraciques.

Ces deux événements, auxquels ont pris part des instances médicales internationales, dont la Société thoracique américaine (ATS), la Société européenne de pneumologie (ERS) et la Société africaine de pneumologie de langue française (SAPLF), devraient déboucher sur d'importantes recommandations pour une santé publique durable.

A cette occasion, trois médecins spécialistes ayant rendu d'éminents services au secteur de la santé ont été honorés.

Il s'agit du Pr Ardjoun, du Pr Yahia Berrabah et de la défunte Khadidja Ali Kacem à titre posthume.

APS

3^{ES} JOURNÉES DE MÉDECINE INTERNE DU CHU D'ORAN Le rôle du médecin généraliste dans la prise en charge de pathologies internes souligné

L'importance du rôle du médecin généraliste dans la détection et la prise en charge des pathologies internes comme le diabète et les maladies cardio-vasculaires, a fortement été soulignée vendredi lors des 3es journées de médecine interne du centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran.



A ce titre, le chef de service de médecine interne au CHU d'Oran, Pr Amine Chami, a indiqué que le diabète représente un problème de santé publique qui nécessite la combinaison d'efforts de tous, en premier le médecin généraliste, afin de le prendre en charge de la meilleure manière.

"Le médecin généraliste joue un rôle central dans la prise en charge du diabète en assurant le dépistage, le suivi régulier et la coordination des soins", a-t-il expliqué.

Son rôle inclut aussi la prévention des complications et la mise en place du protocole de soins pour une prise en charge optimale, a ajouté le spécialiste.

Pour sa part, le Pr Mohamed Belhadj, chef de ser-

vice de médecine interne de l'Etablissement hospitalo-universitaire (EHU) d'Oran, a mis l'accent sur la prévention cardiovasculaire qui "est une priorité en Algérie en raison de la forte prévalence des facteurs de risque", soulignant que "le médecin généraliste représente sa pierre angulaire".

"Le médecin généraliste joue un rôle crucial dans la prise en charge des pathologies cardiovasculaires en assurant la prévention, le dépistage, le diagnostic, le traitement initial et le suivi régulier des patients.

Il est le pivot du parcours de soins coordonné, orientant le patient vers des spécialistes comme le diabétologue et le cardiologue si nécessaire, et gérant le traitement et le suivi des maladies chroniques",

a-t-il insisté. De son côté, Dr Soraya Benchaoula, du service de médecine interne du CHU d'Oran, a également relevé, dans sa communication sur "La transition enfant-adulte dans le diabète du type 1", le rôle très important que peut jouer le médecin généraliste dans la coordination des soins entre pédiatrie et diabétologie, en plus d'assurer le suivi des cas.

A ce titre, elle a suggéré d'intégrer le médecin généraliste dans une équipe pluridisciplinaire, comptant un pédiatre, des spécialistes en diabétologie, cardiologie et autres, afin d'éviter aux enfants malades les complications du diabète, des hospitalisations et leur apprendre à vivre mieux avec la maladie.

Ces 3es journées de mé-

decine interne du CHU d'Oran regroupent près de 450 participants des différents établissements de soins du pays.

Elles aborderont 3 thèmes principaux, "le diabète sucré", "les myopathies inflammatoires" ainsi que "les maladies rares", a indiqué à l'APS, Pr Amine Chami, organisateur de cette manifestation.

A travers ces thématiques, les participants auront l'occasion de faire le point sur les dernières avancées thérapeutiques, les recommandations des associations scientifiques en matière de pathologies internes, et d'échanger sur les meilleures pratiques pour améliorer la prise en charge et le parcours de soins des patients, a fait savoir le même spécialiste.

SAÏDA

Début d'un colloque international sur la chirurgie du cerveau et du système nerveux

Les travaux d'un colloque international consacré à la chirurgie du cerveau et du système nerveux ont débuté vendredi soir dans la wilaya de Saïda, avec la participation de chirurgiens et de spécialistes algériens et d'autres venus de l'étranger.

Le président de l'Association algérienne de chirurgie du cerveau et du système nerveux, le professeur Belbena Bachir, a expliqué que l'organisation de ce colloque international constituait une étape scientifique importante visant à échanger des expériences et des connaissances sur les dernières techniques utilisées dans ce domaine médical pointu, entre médecins algériens et leurs homologues de divers pays.

Le conférencier a indiqué que cet événement scientifique offre un espace de discussion sur les développements récents en neurochirurgie, notamment en ce qui concerne les techniques chirurgicales de précision et le traitement des maladies cérébrales complexes.

Il a, en outre, affirmé que le programme scientifique du colloque,

comprenant des interventions et des ateliers de formation, contribuera à renforcer la formation médicale en neurochirurgie, en particulier pour les jeunes médecins, soutenant ainsi le développement de leurs compétences professionnelles.

Pour sa part, le wali de Saïda, Amoumène Mermouri, présent à l'ouverture de l'événement, a considéré que ce colloque international représentait une occasion précieuse permettant aux spécialistes en chirurgie du cerveau et du système nerveux de suivre les dernières avancées scientifiques et technologiques, contribuant ainsi à améliorer la qualité des services de santé offerts aux citoyens.

Le directeur de la santé de la wilaya de Saïda, Laamouri Nasreddine, a, lui, précisé que ces travaux visent à renforcer la communication scientifique entre spécialistes, en soulignant que la chirurgie du cerveau et du système nerveux est l'un des domaines les plus sensibles et précis, nécessitant un haut niveau de compétence scientifique et technique. Organisé sur deux jours par la Direction de la santé et de

la population, en coordination avec l'Association algérienne de chirurgie du cerveau et du système nerveux, ce colloque porte le nom du regretté Dr Rahmouni-Djilali.

Les participants aborderont plusieurs sujets liés aux maladies neurologiques, tels que la neurochirurgie pédiatrique, la traumatologie nerveuse, les tumeurs et l'endoscopie.

Les travaux du colloque se poursuivront samedi, avec une série de présentations scientifiques, notamment "Gestion d'un hématome récidivant extra-dural", "Traumatisme de la colonne cervicale supérieure", "Rôle de l'ouverture ventriculaire crânienne dans le traitement de l'hydrocéphalie chez le nourrisson", "Prise en charge des fractures basses du crâne", ainsi qu'une intervention sur "Le rôle de l'endoscopie dans le traitement des maladies de la moelle épinière".

Des ateliers de formation présentant les dernières techniques chirurgicales seront également organisés, contribuant à améliorer la formation médicale des médecins, résidents et étudiants.

ADDIS-ABEBA

L'Éthiopie face à une alerte sanitaire majeure après la détection du virus Marburg

L'Éthiopie vient de franchir un seuil préoccupant dans la surveillance épidémiologique en confirmant son tout premier cas de maladie à virus Marburg.



Le ministère de la Santé a annoncé vendredi qu'un patient originaire de Jinka, dans le sud du pays, a été testé positif à ce virus hémorragique redouté, proche cousin de l'Ebola.

Cette confirmation survient alors que neuf autres personnes de la même localité présentent des symptômes évocateurs d'une infection virale sévère, attisant les craintes d'une possible propagation.

Les équipes sanitaires ont immédiatement lancé des analyses afin de déterminer si ces cas suspects sont liés au virus Marburg.

Dans l'attente des résultats, un

dispositif de surveillance renforcée a été déployé, mobilisant des équipes d'intervention rapide chargées du suivi des cas contacts, de la sensibilisation communautaire et de la prévention de tout risque de transmission.

Le virus Marburg, rare mais extrêmement mortel, provoque de fortes fièvres, des vomissements, des diarrhées aiguës et parfois des hémorragies internes.

En l'absence de vaccin ou de traitement spécifique, la prévention demeure l'unique rempart.

Les autorités éthiopiennes ont

ainsi appelé les citoyens à éviter tout contact avec des personnes présentant des fièvres inexplicables ou des saignements, et à ne manipuler les déjections qu'avec un équipement de protection approprié.

L'apparition de ce cas intervient après plusieurs flambées observées en Afrique ces dernières années, notamment en Angola, en Guinée, au Rwanda, en Ouganda et en Tanzanie.

À Jinka, la mobilisation est totale pour contenir toute propagation et éviter une crise sanitaire de grande ampleur.

R. I.

CHOLÉRA

L'Afrique fait face à la pire épidémie depuis 25 ans (Africa CDC)

L'Afrique est confrontée à la pire épidémie de choléra depuis 25 ans, avec une flambée particulièrement marquée au Burundi et en Angola, a alerté le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC).

"En effet, plus de 300.000 cas de choléra ont été enregistrés depuis le début de l'année 2023, contre environ 254.000 l'an dernier (2024), soit une augmentation de 30 %. Au cours de la

même période, le choléra a fait également plus de 7000 morts", a indiqué jeudi le directeur général de l'Africa CDC, Jean Kaseya, au cours d'une conférence de presse.

Notant que le nombre de cas de choléra est en augmentation depuis 2022, Jean Kaseya a souligné que les gouvernements africains "doivent pleinement mettre en œuvre le plan de riposte contre le choléra lancé en Zambie pour enrayer cette progression".

"Ce plan, dévoilé à Lusaka en août, s'étend de septembre 2025 à février 2026 et couvre la surveillance, la prise en charge, la mobilisation communautaire, la logistique et la vaccination", a-t-il expliqué.

Il a fait, par ailleurs savoir, que "l'Angola et le Burundi sont particulièrement touchés ces dernières semaines, une situation attribuée à la fragilité des infrastructures hydrauliques".

Le directeur général de l'Africa CDC a rappelé qu'"en l'absence d'eau potable, il devient très difficile d'endiguer la maladie, affirmant que son institut travaille ainsi avec les gouvernements pour améliorer l'accès à l'eau et renforcer la réponse sanitaire".

Le choléra, infection bactérienne transmise par l'ingestion d'eau ou d'aliments contaminés, touche actuellement 23 pays africains.

prouvé pour une utilisation dans les pays africains dès 2028, puis dans le reste du monde en 2029.

D'après les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), près de 260.000 cas de choléra, dont quelque 5.000 décès, ont été recensés en 2024 dans les pays africains.

Les épidémies de choléra sont souvent liées au manque d'eau potable et à des conditions d'hygiène précaires.

L'Afrique du Sud lance les essais du premier vaccin africain

Une société pharmaceutique sud-africaine a obtenu l'autorisation des autorités du pays pour mener des essais cliniques sur un vaccin oral contre le choléra, qui pourrait devenir le premier vaccin de ce type entièrement conçu et fabriqué sur le continent africain, si ces essais s'avèrent concluants, a indiqué mercredi le portail officiel du gouvernement sud-africain.

Ce nouveau vaccin serait

également le premier produit en Afrique du Sud depuis plus d'un demi-siècle.

"La capacité de produire sur notre propre sol un vaccin essentiel, de la recherche à la fabrication, renforce notre aptitude à réagir rapidement aux épidémies potentielles et contribue à l'autonomie vaccinale de l'Afrique", a déclaré le ministre sud-africain de la Santé, Aaron Motsoaledi. Il a souligné que les flambées de cho-

léra deviennent de plus en plus fréquentes sur le continent et qu'en raison de la pénurie de vaccins, elles entraînent une mortalité accrue parmi les populations les plus vulnérables.

La première phase des essais cliniques se déroulera au centre de recherche de l'université du Witwatersrand. Selon le communiqué, si le développement suit le calendrier prévu, le vaccin pourrait être ap-

Angola : plus de 33.000 cas enregistrés depuis le début de l'année (ONU)

Plus de 33.000 cas de choléra ont été enregistrés en Angola depuis début 2025, dont 859 cas de décès, a indiqué le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

"Au 28 octobre 2025, un

total de 33.146 cas de choléra avaient été enregistrés, dont 859 mortels", a précisé l'Unicef.

Le taux de létalité s'élève à 2,6%. Une propagation active de l'infection a été observée dans 18 des 21

provinces du pays. En octobre, le taux de morbidité est resté élevé.

Les pluies fréquentes dans les provinces du nord-est de l'Angola ont aggravé la situation, selon la même source. Le choléra est une

maladie infectieuse particulièrement dangereuse provoquée par le vibron cholérique. Elle se transmet lorsque l'agent pathogène pénètre dans l'organisme par des aliments ou de l'eau contaminés.

PALESTINE

Agression sioniste contre Gaza: le bilan s'alourdit à 69.187 martyrs

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Gaza a fait 69.187 martyrs et 170.703 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué jeudi par les autorités sanitaires palestiniennes.

Les corps de deux martyrs ainsi que cinq blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Gaza au cours des dernières 24 heures, précise la même source, notant que les corps de nombreuses victimes se trouvent encore sous les décombres.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 11 octobre 2025, 260 Palestiniens sont tombés en martyrs et 632 autres ont été blessés, tandis que les corps de 533 martyrs ont été récupérés, a ajouté la même source.

TUBERCULOSE

La maladie a causé 1,23 million de décès en 2024 (OMS)

La tuberculose a causé le décès d'environ 1,23 million de personnes dans le monde l'an dernier, a indiqué mercredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS), soulignant que cette maladie demeure la première cause de mortalité infectieuse au monde.

Les décès dus à la tuberculose ont diminué de 3% par rapport à 2023, tandis que le nombre de cas a baissé de près de 2%, selon un rapport annuel de l'OMS.

On estime à 10,7 millions le nombre de personnes ayant contracté la tuberculose dans le monde en 2024 : 5,8 millions d'hommes, 3,7 millions de femmes et 1,2 million d'enfants.

"Pour la première fois depuis le début de la pandémie de Covid-19, qui a perturbé les services de santé, les cas de tuberculose et les décès sont tous les deux en baisse", a déclaré mercredi à Genève, Tereza Kasaeva, chef du département VIH, tuberculose, hépatites et infections transmissibles de l'OMS.

Elle a expliqué que "les coupes budgétaires et les facteurs persistants de l'épidémie menacent d'annuler les progrès durablement acquis, mais grâce à un engagement politique, des investissements soutenus et la solidarité internationale, nous pouvons inverser la tendance et éradiquer ce fléau ancestral une fois pour toutes".

Le financement de la lutte contre la tuberculose stagne depuis 2020.

L'an dernier, 5,9 milliards de dollars étaient disponibles pour la prévention, les diagnostics et les traitements, un montant bien inférieur aux besoins fixés à 22 milliards de dollars par an d'ici 2027.

Maladie évitable et guérissable, la tuberculose est causée par une bactérie qui affecte le plus souvent les poumons.

Elle se transmet par voie aérienne, lorsque les personnes infectées toussent, éternuent ou crachent.

Les cinq principaux facteurs de risque à l'origine de l'épidémie sont la malnutrition, l'infection par le VIH, le diabète, et le tabagisme.

La tuberculose est la principale cause de mortalité chez les personnes vivant avec le VIH, avec un bilan de 150.000 décès l'année dernière.

Et le taux de réussite des traitements est passé de 68 % à 71 % l'année dernière. L'OMS estime au total que le traitement rapide de la tuberculose a sauvé 83 millions de vies depuis 2000.

APS

MÉDICAMENTS ET CHALEUR

Attention aux interactions !

Chaleur et médicaments ne font pas toujours bon ménage. Parce qu'elles augmentent les risques de déshydratation ou de coup de chaleur, certaines substances médicamenteuses sont à prendre avec précaution pendant un épisode de canicule.



Parmi les bons réflexes que vous avez adoptés quand il fait (très) chaud, vous comptez déjà une bonne hydratation et une fréquentation régulière des lieux frais et climatisés.

Mais qu'en est-il de votre comportement face à votre armoire à pharmacie ? Car quand le thermomètre s'affole, notre corps supporte moins bien certaines familles de médicaments.

"En cas de vague de chaleur certains médicaments sont susceptibles d'aggraver un syndrome d'épuisement-déshydratation ou un coup de chaleur" avertit ainsi l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) dans sa "Mise au point sur le bon usage des médicaments en cas de vague de chaleur" publiée en juin 2016.

Des médicaments toxiques pour les reins et le foie quand il fait chaud

C'est par exemple le cas des médicaments aux propriétés diurétiques, tels que les traitements contre l'hypertension, contre les maladies cardiaques ou contre les ordèmes.

Ils risquent alors d'aggraver la déshydratation puisqu'ils augmentent l'élimination de l'eau par les reins.

De même, cet organe court un risque si vous combinez déshydratation et prise d'aspirine, d'anti-inflammatoires, de certains antibiotiques ou de traitements contre l'épilepsie.

Car les molécules actives de ces médicaments seront plus concentrées dans votre corps si vous manquez d'eau.

Résultat, si vous ne buvez pas assez pour diluer les composés médicamenteux, ce sont les reins qui trinquent.

L'ANSM recommande donc de vous hydrater abondamment et d'éviter la prise d'aspirine et d'anti-inflammatoire pendant une vague de chaleur ou un épisode de canicule.

Faut-il leur préférer le paracétamol ? Rien n'est moins sûr, puisqu'une forte concentration de cette molécule peut quant à elle endommager le foie.

Que faire alors pour calmer son mal de tête ? Commencer par boire beaucoup d'eau -les céphalées peuvent être le signe d'une déshydratation ou d'un coup de chaleur- et opter pour des remèdes naturels comme les compresses d'huile essentielle de menthe poivrée ou encore la décoction de gingembre.

Neuroleptiques et antidépresseurs entravent la régulation de la température

Autre classe de médicament à surveiller : ceux qui bloquent le phénomène de transpiration.

Car quand il fait chaud, le corps régule sa température en transpirant.

Cette technique de thermorégulation est, certes, peu glamour, mais très efficace : sans elle, vous risqueriez le coup de chaleur.

Or des neuroleptiques, des antidépresseurs, des antihistaminiques, des antispasmodiques ou des bronchodilatateurs peuvent altérer le mécanisme de régulation thermique.

Si ces médicaments font partie de votre trousse à pharmacie usuelle, privilégiez d'autant plus les lieux frais ou climatisés lors d'une vague de chaleur.

Bien conserver ses médicaments à l'abri de la chaleur en été

Attention cependant : ce n'est pas parce qu'il fait chaud qu'il faut décider seul d'arrêter un traitement.

"L'adaptation d'un traitement médicamenteux en cours doit être considérée au cas par cas.

En aucun cas il n'est justifié d'envisager systématiquement une diminution ou un arrêt des médicaments pouvant interagir avec l'adaptation de l'organisme à la chaleur", rappelle l'ANSM, qui préconise plutôt de demander conseil au médecin ou au pharmacien.

Enfin, votre corps n'est pas le seul à souffrir de la chaleur : les médicaments, eux aussi, peuvent prendre un coup de chaud.

Conservez-les dans un endroit frais et si vous devez les transporter, enfermez-les par exemple dans un sac isotherme.

Pensez aussi à ne pas les laisser cuire dans votre sac à main en plein soleil, ou dans la boîte à gant de votre voiture, qui ressemble de plus en plus à une étuve.

5 astuces pour bien s'hydrater



Parce que boire de l'eau tout au long de la journée est vital pour l'organisme et pour la peau, n'hésitez pas à vider régulièrement votre bouteille... 5 conseils pour une parfaite hydratation.

Lorsque la sensation de soif apparaît, cela signifie que le corps est déjà déshydraté à hauteur de 5%. Pour savoir si vous buvez suffisamment, fiez-vous non seulement à la fréquence, mais aussi à la couleur de vos urines : si elles sont claires, c'est que votre niveau d'hydratation est suffisant.

Hydratation : n'oubliez pas de boire

Pour compenser ses pertes hydriques, l'organisme a besoin de 2,5 l d'eau par jour. Cette quantité doit provenir de la boisson pour 1,5 l (eau, thé, tisane, jus de fruits, potages...) et des aliments riches en eau pour 1 l (fruits, légumes, laitages...).

Au bureau, si vous avez tendance à zapper le verre d'eau, optez pour une bouteille, posée bien en évidence.

Changez-en tous les jours ou nettoyez-la pour éviter qu'elle ne se transforme rapidement en boudin de culture.

Hydratation : buvez comme un sportif

Chaque matin, un grand verre d'eau pour bien commencer la journée et réhydrater son corps ! Ensuite, un petit verre d'eau toutes les heures environ ou dix verres par jour...

Au moment des repas, en revanche, attention de ne pas "noyer" votre estomac. Votre digestion risquerait de s'en ressentir. Absorbez-la par toutes petites gorgées régulières et toujours à température ambiante.

CHALEUR Les symptômes à ne pas négliger

Par ces journées de canicule, le corps ne réussit pas toujours à réguler sa température. Plusieurs symptômes peuvent alors apparaître : crampes, épuisement, insolation, coup de chaleur... Les conseils pour réagir vite et bien avec la Direction générale de la santé.

Les premières chaleurs, comme celles que nous traversons depuis le week-end, sont souvent les plus dangereuses pour la santé car notre corps n'est plus habitué aux températures élevées. Plusieurs symptômes ou pathologies peuvent alors apparaître et il ne faut pas les prendre à la légère.

Les crampes dues à la chaleur

Ces crampes musculaires apparaissent dans les bras, les jambes mais aussi dans l'abdomen. Elles surviennent surtout si vous transpirez beaucoup (notamment si vous faites des activités physiques en pleine chaleur).

Que faire ?

Cessez toute activité et reposez-vous dans un endroit frais. Et n'entreprenez aucune activité exigeante physiquement pendant plusieurs heures.

Buvez des jus de fruits légers ou une boisson énergétique diluée avec de l'eau. Et consultez un médecin si les crampes durent.

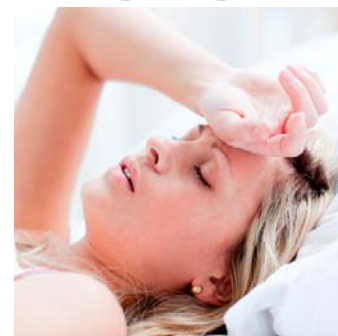
De l'épuisement ou de la fatigue

Épuisement, faiblesse ou étourdissements sont des symptômes qui arrivent souvent après plusieurs jours de grande chaleur, notamment chez les personnes âgées. Ces signes de fatigue peuvent aussi être accompagnés d'une insomnie inhabituelle.

Que faire ?

Essayez de rafraîchir le plus possible l'endroit où vous vivez : maintenez les fenêtres, stores et volets fermés pendant les heures d'ensoleillement et aérez les pièces dès que vous ressentez une diminution des températures (ainsi que la nuit).

Évitez d'utiliser des appareils électriques pouvant dégager de la chaleur afin de limiter les apports d'énergie internes. Un ventilateur électrique, en revanche, peut vous apporter une sensation de fraîcheur, en particulier si vous pensez à vous humecter régulièrement la peau.



Buvez de l'eau, du jus de fruit ou une boisson énergétique diluée avec de l'eau.

Une insolation ou un coup de chaleur

L'insolation est liée à l'effet direct du soleil sur la tête et est favorisée par la chaleur : elle provoque des maux de tête violents, des nausées, de la fièvre et parfois une perte de connaissance. Le coup de chaleur quant à lui est une urgence médicale qui peut être fatale si on n'administre pas de soins rapides : la peau est rouge et chaude, la température corporelle peut atteindre ou dépasser 40°C car le corps ne parvient plus à réguler sa température. On peut aussi perdre connaissance ou faire des convulsions.

Que faire ?

En cas d'insolation, placez la personne à l'ombre et aspergez-la d'eau froide ou donnez-lui carrément une douche ou un bain frais (mais pas trop froid). Appelez le médecin ou le 15 si la personne souffre de troubles de la conscience.

6 conseils pour supporter la chaleur quand on est enceinte

La canicule est une période difficile à vivre, en particulier pour une femme enceinte. Voici 6 astuces pour rester fraîche tout l'été en attendant bébé.

En période de forte chaleur, d'autant plus lorsque l'on est enceinte, la première règle est de s'hydrater... beaucoup ! Oubliez la bouteille d'eau réglementaire, enceinte, c'est une moyenne de 2 bouteilles, soit 3 litres d'eau par jour, qu'il faut consommer.

Les sodas et autres boissons sucrées ne comptent évidemment pas. Cependant, faites attention à ne pas boire de l'eau trop fraîche, une eau à température ambiante (18°C) est nettement suffisante, au-delà, vous risquez d'avoir des problèmes de digestion.

Canicule : faites l'impossible sur le sel

Enceinte, la température du corps est naturellement plus élevée, il faut donc essayer de ne pas l'augmenter encore plus. Pour cela, ce que vous mettez dans votre assiette est essentielle : en période de forte chaleur, évitez de manger des plats trop lourds et trop riches en



graisses qui rendront la digestion difficile. Consommez plutôt des légumes et des fruits frais qui seront en plus excellents pour la forme. S'il ne faut pas l'éliminer totalement, veillez à ne pas mettre trop de sel dans vos plats, cela risquerait de favoriser la rétention d'eau.

Canicule : habillez-vous très ample

Il faut se résigner à mettre au placard les t-shirts près du corps et les robes qui soulignent votre petit bedon pendant quelque temps, même si ce sont des vêtements pour femme enceinte. Lorsqu'il fait très chaud, il faut absolument porter des vêtements amples dans lesquels vous êtes à l'aise.

Faites également attention à la matière : évitez les matières synthétiques et préférez les vêtements en coton ou en lin qui permettent une bonne aération. Même chose pour les chaussures, ne portez que des sandales ouvertes dans lesquelles vous êtes vraiment à l'aise et si vous devez en acheter des nouvelles, choisissez une demi-taille au-dessus de votre pointure habituelle.

50^E ANNIVERSAIRE DES ACCORDS DE MADRID

Manifestations massives à Madrid en soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

Les membres de la communauté sahraouie sont sortis samedi, dans une grande marche dans la capitale espagnole pour dénoncer les Accords de Madrid signés il y a 50 ans et défendre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

Selon les déclarations des organisateurs, les participants devaient se diriger vers le siège du ministère espagnol des Affaires étrangères, en brandissant des slogans appelant à permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination et demandant à l'Espagne d'assumer ses responsabilités historiques dans ce conflit.

Rassemblés au cœur de la capitale espagnole, les membres de la communauté sahraouie ont brandi des slogans condamnant "l'accord funeste entre le

Maroc et l'Espagne" qui a confisqué le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, ainsi que d'autres slogans soutenant le droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

Le peuple sahraoui et sa direction réaffirment, à l'occasion de cette commémoration, que la responsabilité de l'Espagne, passée et présente, demeure légalement engagée, étant donné qu'elle reste la puissance administrante du territoire du Sahara occidental selon le droit international et conformément à la décision de la Cour nation-

nale espagnole rendue en juillet 2014. Signés le 14 novembre 1975, les funestes accords de Madrid constituent un crime à l'encontre du peuple sahraoui, car l'Espagne a renoncé à sa responsabilité historique de mener à terme le processus de décolonisation du Sahara occidental, en permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, à travers l'organisation d'un référendum libre, démocratique et transparent, tel que reconnu par l'ONU depuis 1966.

L'Espagne porte une responsabilité historique non seulement envers le peuple sahraoui mais envers toute l'Afrique du Nord

Le conseiller du président de la République sahraouie, chargé des ressources naturelles et des affaires juridiques, Oubi Bouchraya Bachir, a affirmé, vendredi, que 50 années après les funestes accords de Madrid, l'Espagne portait une responsabilité historique non seulement envers le peuple sahraoui mais envers l'ensemble de la région de l'Afrique du Nord.

Dans une déclaration à l'APS, M. Oubi Bouchraya Bachir a souligné à l'occasion du 50^e anniversaire des accords de Madrid, que "l'Espagne porte une responsabilité historique non seulement envers le peuple sahraoui, mais envers toute la région de l'Afrique du Nord", ajoutant que "le renoncement de l'Espagne à sa responsabilité de décoloniser le territoire, a conduit à l'éclatement du conflit qui persiste entre le Maroc et le mouvement de libération, le Front Polisario".

Le responsable a fait remarquer que ce conflit "entrave le processus d'intégration et de développement au niveau de la région du Maghreb arabe et em-

poisonne les relations bilatérales entre différents pays de la région".

"Cinquante ans après les accords de Madrid, la blessure est toujours béante et la tragédie du peuple sahraoui perdure", a-t-il déclaré, ajoutant que "la plus grande condamnation de la décision de l'Espagne est d'avoir tourné le dos à ses engagements internationaux et à sa promesse faite à l'ONU d'organiser le référendum d'autodétermination, durant le 1^{er} semestre de l'année 1975".

Cet anniversaire intervient alors que "la responsabilité de l'Espagne, dans le passé et le présent, demeure légalement établie, puisqu'elle reste la puissance administrative du territoire du Sahara occidental selon le droit international et l'arrêt de la Cour nationale espagnole rendu en juillet 2014".

Le responsable sahraoui a déploré "le refus de l'Espagne de tirer les véritables enseignements de ces cinquante années et de prêter une attention à l'opinion publique et aux forces politiques espagnoles solidaires

avec le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance".

Et d'ajouter que l'Espagne "entrave le processus de décolonisation au sein des Nations unies en soutenant (la prétendue) +proposition d'autonomie+ et en exerçant, au sein de l'Union européenne (UE), des pressions pour la signature de nouveaux accords commerciaux avec le Maroc, incluant le Sahara occidental, en violation flagrante des arrêts de la Cour de justice de l'UE (CJUE)".

Signés le 14 novembre 1975, les funestes accords de Madrid constituent un crime à l'encontre du peuple sahraoui, car l'Espagne a renoncé à sa responsabilité historique de mener à terme le processus de décolonisation du Sahara occidental, en permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, à travers l'organisation d'un référendum libre, démocratique et transparent, tel que reconnu par l'ONU depuis 1966.

Volker Türk a dénoncé l'inaction de la communauté internationale et prévenu les auteurs d'executions qu'ils devraient rendre des comptes.

"Des traces de sang au sol à El-Fasher ont été photographiées depuis l'espace", a rappelé Türk, estimant que "la tache sur le bilan de la communauté internationale était moins visible, mais non moins destructrice".

"Mes équipes rassemblent des preuves de violations qui pourraient être utilisées dans le cadre de poursuites judiciaires (...). La Cour pénale internationale a indiqué qu'elle suivait la situation de près", a-t-il affirmé.

L'ONU estime que près de 100.000 personnes ont fui El-Fasher ces deux dernières semaines, beaucoup se réfugiant à Tawila, à une cinquantaine de kilomètres plus à l'ouest.

Le conflit au Soudan a fait depuis avril 2023 des dizaines de milliers de morts, forcé le déplacement de 12 millions de personnes et plongé le pays dans la plus grande crise humanitaire au monde, selon l'ONU.

RÉVISION CONSTITUTIONNELLE AU BÉNIN

Le mandat présidentiel porté à sept ans

Les députés béninois ont adopté samedi une révision de la Constitution qui allonge à sept ans le mandat du chef de l'Etat, à compter de la prochaine présidentielle en avril, et qui crée un Sénat, ont annoncé des sources parlementaires.

La limite du nombre de mandats présidentiels reste fixée à deux. L'actuel chef de l'Etat Patrice Talon passe d'ailleurs la main en avril prochain après dix ans au pouvoir. Son successeur, le ministre des Finances Romuald Wadagni est favori du scrutin présidentiel, en l'absence du principal parti d'opposition dont le candidat a été exclu faute de parrainages suffisants.

La révision constitutionnelle portée par la majorité au pouvoir, a été adoptée par une large majorité de députés (90 voix pour, 19 contre). La durée du mandat présidentiel passe de cinq à sept ans et le Sénat sera composé d'au moins 25 parlementaires, certains désignés par le chef de l'Etat et d'autres membres de droit comme les anciens présidents par exemple.

CENTRAFRIQUE

L'ONU proroge d'un an le mandat de la Minusca

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de prolonger d'un an le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca). Adoptée jeudi à une large majorité de 14 voix pour et une abstention (celle des Etats-Unis), la résolution prolonge le mandat de la Minusca jusqu'au 15 novembre 2026.

Lancée en 2014 à la suite d'un conflit interne, la mission avait pour objectif de restaurer la stabilité dans le pays.

Dans un contexte où les Etats-Unis imposent des restrictions budgétaires à l'ONU, obligeant une réduction du nombre de Casques bleus dans le monde, le Conseil de sécurité a accepté une légère réduction du personnel de la Minusca, qui passera de 14400 à 14046 soldats. Cependant, il a insisté sur le fait que le nombre de troupes serait réévalué une fois le processus électoral de 2025-2026 achevé avec succès. Le Conseil a appelé à des discussions sur une réduction progressive de la mission et un transfert possible de ses responsabilités aux autorités centrafricaines.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, devra préparer un rapport en septembre 2026 sur les conditions de cette transition. Le pays se prépare à un quadruple scrutin (présidentiel, législatif, régional et municipal) prévu pour le 28 décembre prochain. L'ambassadeur centrafricain, Marius Aristide Hoja Nzessioué, a salué la prolongation de la mission.

Il a précisé que son gouvernement préparait déjà un "retrait responsable" des Casques bleus, en fonction des réalités sur le terrain et des conditions de sécurité.

EST DE LA RDC

Plus de 1.000 civils tués depuis le début de l'année

Plus de 1.000 habitants des provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), ont été tués depuis le début de l'année, a indiqué jeudi le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (BCAH).

"Le BCAH est profondément préoccupé par la poursuite des attaques visant les civils dans les territoires de Beni et de Luberon, au Nord-Kivu, ainsi qu'en l'Ituri", a-t-il déclaré, signalant que "depuis le début de l'année, plus de 1.000 personnes ont été tuées dans ces provinces, d'après les informations de nos partenaires".

A Beni et à Luberon, environ 400.000 habitants ont dû fuir leurs foyers. Le secteur de la santé a été gravement touché: depuis le début de 2025, au moins 6 établissements de santé ont subi des attaques.

Depuis 2024, pas moins de 28 établissements de santé ont été endommagés et plus de la moitié restent hors service, privant près de 150.000 personnes d'un accès aux soins essentiels.

Les attaques des groupes armés "détériorent l'agriculture et réduisent les flux commerciaux, déstabilisant les marchés locaux", est-il précisé.

L'ONU rappelle que la RDC figure parmi les pays les plus durement touchés par l'insécurité alimentaire, particulièrement dans l'est. Près de 25 millions de personnes - plus de 20% de la population - sont confrontées à une insécurité alimentaire sévère. Selon les prévisions, ce chiffre pourrait atteindre 27 millions au premier semestre 2026.

Le BCAH a exhorté les parties au conflit à respecter le droit humanitaire international et à assurer la protection des civils et des infrastructures. Depuis le début de 2025, les éléments du Mouvement du 23 mars (M23) poursuivent leur offensive dans l'est du pays. Les rebelles du M23 ont pris et contrôlent de vastes territoires dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, y compris leurs chefs-lieux, Goma et Bukavu.

COLOMBIE

Arauca : l'armée colombienne frappe durement les guérillas près de la frontière vénézuélienne

L'armée colombienne poursuit l'intensification de ses opérations contre les groupes armés opérant dans les zones frontalières.



Vendredi, une frappe aérienne menée dans le département d'Arauca, proche du Venezuela, a coûté la vie à neuf guérilleros, a rapporté une source du ministère de la Défense. Cette opération survient à peine quelques jours après une attaque similaire dans le sud-est du pays, qui avait tué 19 membres d'un groupe rebelle.

Le président Gustavo

Petro semble ainsi renforcer sa stratégie de lutte contre les organisations impliquées dans le narcotrafic, un fléau persistant qui alimente la violence dans plusieurs régions.

Les deux factions visées par ces opérations seraient dirigées par Ivan Mordisco, l'un des criminels les plus recherchés du pays. Ancien membre des Farc ayant refusé les accords

de paix de 2016, il est accusé de maintenir des activités armées et de contrôler des territoires stratégiques destinés au trafic de cocaïne.

Les autorités tentent désormais d'établir si Antonio Medina, un haut cadre rebelle responsable de violents affrontements entre ex-Farc et ELN, figure parmi les victimes de l'attaque d'Arauca.

Ces opérations mili-

taires traduisent la volonté de Bogotá de reprendre l'initiative sur le terrain face à des groupes armés qui continuent d'exploiter les zones frontalières.

Elles témoignent également des défis persistants dans la mise en œuvre d'une paix durable, dans un pays où la violence rurale reste alimentée par les économies illégales.

R. I.

PALESTINE

Les humanitaires intensifient leur réponse à Ghaza malgré les obstacles persistants (OCHA)

L'ONU et ses partenaires continuent d'œuvrer pour venir en aide à des centaines de milliers de familles vulnérables dans la bande de Ghaza, ravagée par plus de deux années d'agressions sionistes, a indiqué le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA).

Les équipes humanitaires soulignent que les communautés de ces régions "ont besoin d'une aide urgente et qu'il est essentiel que les services soient rapidement rétablis", a souligné OCHA jeudi, rappelant avoir mené au cours des dernières semaines, plusieurs évaluations à travers l'enclave palestinienne dans les zones où les Palestiniens vivent ou se sont déplacés.

Ces évaluations permettront à l'ONU, et à ses partenaires d'"apporter une réponse rapide aux besoins les plus critiques, notamment en matière d'eau, de

nourriture, d'abris, de produits d'hygiène et de soins de santé", a-t-il expliqué. Alors que l'hiver s'installe, les partenaires travaillant dans le domaine du logement ont distribué lundi des milliers de bâches, de couvertures, de matelas et de kits vestimentaires aux personnes vulnérables dans toute la bande de Ghaza. En ce qui concerne les efforts continus visant à améliorer l'accès aux soins de santé, les partenaires font état de "progrès importants, avec la réouverture ou la création de 27 points de service de santé dans toute la bande de Gaza depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu".

Cependant, "de multiples obstacles continuent de limiter la capacité des humanitaires à intensifier leur réponse aussi rapidement et efficacement qu'ils le pourraient", a déploré OCHA.

Une fois de plus, l'ONU et ses partenaires soulignent la néces-

sité d'ouvrir des points de passage supplémentaires, de faciliter pleinement les opérations des agences humanitaires, et de fournir des garanties de sécurité pour les convois humanitaires. Les partenaires qui œuvrent en faveur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène soulignent que divers équipements nécessaires à l'amélioration des infrastructures essentielles et à la lutte contre les risques sanitaires publics restent bloqués par l'occupation sioniste à l'entrée de Ghaza. Ces équipements comprennent des machines dont le besoin est urgent pour contenir et éliminer correctement les déchets médicaux. "L'absence de ces équipements dans la bande de Ghaza augmente les risques sanitaires publics et contribue à aggraver la situation déjà désastreuse en matière d'assainissement et d'hygiène", a précisé OCHA.

L'entité sioniste bloque 4 000 camions d'aide d'urgence à Ghaza depuis le cessez-le-feu (ONU)

L'ONU a accusé vendredi l'entité sioniste d'avoir refusé depuis le cessez-le-feu du 10 octobre l'entrée à Ghaza d'environ 4 000 camions d'aide humanitaire d'urgence, comprenant tentes, couvertures et kits de cuisine, malgré les demandes de neuf organisations partenaires.

"Les autorités israéliennes ne facilitent toujours pas l'accès humanitaire", a dénoncé le porte-

parole du Secrétaire général, Stéphane Dujarric, lors du point presse quotidien.

Il a précisé que ces refus persistent "depuis le début de la trêve" et entravent l'acheminement de matériels essentiels stockés par les ONG.

L'ONU et ses partenaires continuent d'œuvrer pour venir en aide à des centaines de milliers de familles vulnérables

dans la bande de Ghaza, ravagée par plus de deux années d'agressions sionistes, avait assuré le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA).

Les équipes humanitaires soulignent que les communautés de ces régions "ont besoin d'une aide urgente et qu'il est essentiel que les services soient rapidement rétablis".

RELATIONS SYRO-BRITANNIQUES

L'ambassade de Syrie à Londres rouvre après 14 ans de fermeture

L'ambassade de Syrie à Londres a rouvert après 14 ans de fermeture, a annoncé le ministère syrien des Affaires étrangères.

Le ministre syrien

des Affaires étrangères, Assaad al-Chibani, a hissé le drapeau de la Syrie sur le bâtiment de l'ambassade à Londres, marquant la reprise de son activité après une

fermeture de 14 ans, a annoncé le ministère jeudi dans un communiqué.

Al-Chibani a rencontré, par la même occasion, son homologue

britannique Yvette Cooper pour discuter des perspectives de développement des relations syro-britanniques, a ajouté la même source.

IRAK

Le président iranien salue la victoire du Premier ministre irakien aux législatives

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a salué la victoire de la liste électorale du Premier ministre irakien, Mohamed Chia al-Soudani, aux législatives à l'occasion d'un appel téléphonique, a annoncé vendredi le site de la présidence iranienne dans un communiqué.

"J'espère que durant le nouveau mandat, nos relations et notre coopération dans tous les domaines se développeront et s'approfondiront davantage", a déclaré M. Pezeshkian, selon un communiqué publié à l'issue de la discussion entre les dirigeants des deux pays voisins.

M. al-Soudani a revendiqué mercredi soir la victoire de sa liste aux élections législatives après la diffusion des premiers résultats de la commission électorale.

Les élections ouvrent la voie à la désignation d'un nouveau président, poste largement honorifique réservé à un Kurde, et d'un Premier ministre traditionnellement chiite. Un sunnite occupera le poste de président du Parlement.

M. al-Soudani s'est imposé sur la scène politique irakienne après avoir été porté au pouvoir en 2022. M. Pezeshkian a qualifié les législatives irakiennes "de glorieux succès, mené dans le calme, et de facteur renforçant la crédibilité et la grandeur de l'Irak, nation amie et fraternelle", selon le communiqué iranien.

LIBAN

La Finul dénonce la violation par l'entité sioniste de sa souveraineté

La Force intérimaire des Nations Unies au Liban (Finul) a dénoncé, vendredi, la violation par les forces d'occupation sioniste de la souveraineté du Liban en construisant des murs en territoire libanais.

Dans un communiqué, les Casques bleus ont indiqué que l'entité sioniste a érigé des murs de séparation dans la région de Yaroun. "L'enquête a confirmé que le mur traversait la Ligne bleue (...) rendant plus de 4.000 mètres carrés de territoire libanais inaccessibles" aux habitants, s'est-elle alarmée.

Les Casques bleus ont précisé avoir découvert en novembre "un mur de béton additionnel dans la région", qui "traverse également la Ligne bleue".

"La présence et la construction (sionistes) sur le territoire libanais constituent des violations de la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU, ainsi que de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban", a appelé la Finul.

L'armée sioniste doit "respecter la Ligne bleue (...) et se retirer de toutes les zones situées au nord de celle-ci", a-t-elle poursuivi.

Malgré un cessez-le-feu qui a mis fin il y a près d'un an à une agression sioniste, l'armée d'occupation sioniste continue d'occuper cinq points dans le sud du Liban.

BANGLADESH

Référendum et élections législatives en février prochain

Les électeurs du Bangladesh se prononceront en février prochain par référendum sur une série de réformes destinées à renforcer la démocratie dans le pays, en même temps qu'ils voteront pour des législatives, a annoncé jeudi le chef du gouvernement provisoire, Muhammad Yunus.

"Le Bangladesh organisera un référendum le même jour que les élections au Parlement début février", a-t-il déclaré lors d'un discours télévisé.

Le pays est agité de vives tensions politiques depuis la chute en août 2024 de l'ex-Première ministre Sheikh Hasina après plusieurs semaines d'émeutes.

A la tête d'un gouvernement provisoire, Muhammad Yunus a convié il y a plusieurs mois les partis à élaborer une "charte" de réformes démocratiques, qui a été adoptée après de longues tractations par la plupart d'entre eux le mois dernier.

Depuis l'adoption formelle de la charte, les principaux partis politiques se disputaient également sur la date de son entrée en vigueur, avant, pendant ou après les législatives prévues au début février.

"Nous avons pris la décision, en tenant compte de tous les facteurs, que le référendum aurait lieu le même jour que les élections parlementaires", a annoncé M. Yunus jeudi.

"Cette décision n'entravera en rien l'objectif de ces réformes", a-t-il ajouté, "les élections seront plus sereines". La commission électorale doit annoncer officiellement la date de ces scrutins en décembre.

TISSEMSILT

Le coup d'envoi de la 17^e édition du Festival national de la chanson bédouine et de la poésie populaire

La ville de Tissemsilt a renoué, ce jeudi dernier, avec l'un de ses rendez-vous culturels les plus emblématiques : le Festival national de la chanson bédouine et de la poésie populaire, qui souffle cette année sa 17^e bougie.

Un événement qui, au-delà de la fête, s'affirme comme un acte de préservation, de transmission et de célébration de l'héritage immatériel algérien.

Placée sous le slogan évocateur, un hommage puissant à la mémoire des anciens et à la vaillance des héros — cette nouvelle édition s'est ouverte dans une atmosphère chargée d'émotion, de fierté et de promesses artistiques renouvelées.

Représentant le wali de Tissemsilt, M. Bouzaid Fethi, le secrétaire général de la wilaya a procédé à l'inauguration officielle des festivités à la Maison de la culture "Mouloud Kacem Naït Belkacem", en présence de M. Adel Khalfia, représentant du ministère de la Culture et des Arts.

Les autorités civiles, militaires et sécuritaires, le commissaire du festival, des représentants de la famille révolutionnaire, de l'université, les élus locaux, les organisations, associations culturelles ainsi qu'une forte délégation médiatique ont pris part à cette cérémonie particulièrement riche en symboles.

Dès les premières heures, l'enthousiasme du public a donné le ton. Les hôtes de l'événement ont déambulé à travers les différents stands de l'exposition installée pour l'occasion.

Artisanat traditionnel, tenues bédouines, objets anciens, calligraphie, instruments de musique populaires, photographies d'archives... Les galeries dressées pour cette 17^e édition témoignaient d'un patrimoine multiple, vivant, et profondément ancré dans l'histoire nationale.

Plus de trente wilayas, issues de toutes les régions du pays, ont répondu présentes, apportant chacune une part de son identité culturelle.

À leurs côtés, des troupes bédouines renommées, ainsi que des poètes populaires dont la réputation dépasse les frontières locales, ont honoré ce rendez-vous qui attire chaque année un public très large. Le programme, savamment élaboré par le commissaire du festival, s'annonce particulièrement dense et diversifié.

Lectures poétiques, veillées artistiques, représentations musicales, performances collectives et individuelles... Les soirées promettent un voyage authentique au cœur des sonorités bédouines et des rythmes ancestraux.

Les représentations seront assurées par des groupes venus de l'intérieur et de l'extérieur de la wilaya, offrant ainsi une immersion pleine et entière dans la tradition poético-musicale algérienne.

Par ailleurs, la programmation ne se limitera pas à la Maison de la culture : plusieurs communes de la wilaya accueilleront des spectacles, permettant à un public encore plus large de profiter de la magie du festival. Au-delà du spectacle, cette manifestation culturelle vise un objectif plus noble : mettre en lumière le patrimoine matériel et immatériel dont regorge l'Algérie, tout en créant un espace de réflexion, de dialogue et de créativité entre les artistes, les poètes, les chercheurs et les passionnés du patrimoine populaire.

La chanson bédouine, le melhoun et les formes poétiques traditionnelles constituent des trésors inestimables, porteurs d'histoire, d'émotions et d'identité. Ce festival, devenu une référence nationale, contribue à leur sauvegarde et à leur rayonnement, en encourageant la transmission intergénérationnelle et en valorisant l'expression artistique dans toute sa diversité.

Les activités s'étaleront jusqu'au 16 novembre 2025, dans un esprit de célébration et de fidélité aux racines culturelles de la nation.

L'édition se clôturera par une cérémonie de distinctions et de récompenses, rendant hommage aux artistes, poètes, troupes et personnalités ayant marqué cette édition par leur talent, leur engagement ou leur contribution exceptionnelle à la préservation du patrimoine populaire.

À Tissemsilt, ce festival n'est pas seulement un événement culturel : il est un rituel, un acte de mémoire, un moment de communion où l'art se fait pont entre le passé et le présent.

Cette 17^e édition confirme, une fois encore, que la chanson bédouine et la poésie populaire continuent de vibrer dans les cœurs, portant avec elles l'odeur des ancêtres et l'écho éternel des épopées algériennes.

R. C.

1^{ER} FESTIVAL INTERNATIONAL DU COURT-MÉTRAGE Mme Bendouda préside à Timimoun l'ouverture

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a présidé, jeudi soir à Timimoun, la cérémonie d'ouverture de la 1^{ère} édition du festival international du court-métrage, avec la participation de 62 films issus de 31 pays, dont 23 africains.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée au théâtre de plein-air, en présence de l'ambassadeur du Sénégal en Algérie, M. Mbaba Coura Ndiaye, dont le pays est l'invité d'honneur du festival, ainsi que d'une pléiade de cinéastes et d'artistes, algériens et étrangers, et des autorités locales.

S'exprimant en ouverture, la ministre a indiqué que le festival du court-métrage de Timimoun ouvre grand ses portes au cinéma africain et à des perspectives de coopération future.

"Nous accueillons aujourd'hui nos frères du Sénégal, invité d'honneur, qui consacre avec nous une communauté de destin culturel et une conviction du continent africain que l'art est le moyen le plus expressif de liberté et de dignité", a souligné Mme Bendouda, ajoutant que "ce partenariat entre

l'Algérie et le Sénégal n'est pas seulement un moment de partage cinématographique, mais un projet futur d'échange, de coopération et de complémentarité, car quand l'Afrique s'exprime à travers la culture, elle le fait avec force et créativité".

Et de poursuivre, par ailleurs, que Timimoun n'est pas uniquement une destination culturelle et une localisation géographique, mais l'expression d'une vision de l'Etat algérien d'extension de l'action culturelle à l'ensemble du pays, du Nord à l'extrême Sud, et de la montagne au littoral.

Le festival de Timimoun est plus qu'une manifestation artistique, il représente un engagement à la poursuite du message de fidélité envers le cinéma algérien résistant, à travers l'histoire et la mémoire, mais aussi envers la nouvelle génération qui construit son cinéma avec détermination, sincérité et responsabilité, a-t-elle soutenu.

Pour rappel, les participants au festival seront en compétition pour les prix des meilleurs courts-métrages patriotique,

documentaire et de conte, en plus des prix récompensant les meilleurs scénario et réalisation.

Cette édition du festival verra la projection de plusieurs œuvres cinématographiques, dont, en ouverture, "Secousse atomique" de Rachid Bouchareb qui traite des explosions nucléaires dans le Sud algérien, "Zighoud Youcef" de Moussa Khemmar, ainsi qu'un film de Noufel Kelache traitant des événements de Sakiet Sidi-Youcef, et d'autres œuvres filmées à Timimoun et traitant du patrimoine immatériel et du parc culturel du Gourara.

Les œuvres cinématographiques seront projetées au public au niveau des structures culturelles de la wilaya, à l'instar de la salle de cinéma, le théâtre de plein-air et le Centre algérien du patrimoine bâti en terre, aménagés pour la circonstance.

En marge du festival (13-18 novembre), se tiendront des ateliers et des tables-rondes, au niveau du Centre algérien du patrimoine bâti en terre, sur divers thèmes, dont l'industrie ci-

BATNA

Entame d'une opération d'inventaire sur les sites archéologiques d'Imedghassen et de Zana

Une équipe d'archéologues de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGEBC), relevant du ministère de la Culture et des Arts, sont à pied d'œuvre pour effectuer un inventaire de terrain sur les sites archéologiques d'Imedghassen et de Zana, a indiqué, samedi, le directeur du musée et des sites de Timgad, de Zana, d'Imedghassen et de Tobna, Chafik Boughrara.

Le même responsable a affirmé, dans une déclaration à l'APS, que cette opération qui prendra plusieurs jours relève d'un programme arrêté par la direction de l'inventaire, de la conservation et de l'entretien de l'OGEBC, dont le siège est à Alger, dans le cadre de son engagement permanent à protéger et préserver le patrimoine culturel national.

L'initiative, qui se déroule en coordination avec des spécialistes en archéologie œuvrant dans les différents sites de la wilaya, est l'aboutissement de la recherche documentaire et de la collecte de matière scientifique sur les sites archéologiques de la wilaya de Batna, ainsi que de l'exploitation des rapports de fouilles qui y ont été menées.

Le même responsable, lui-même spécialiste en archéologie, a précisé que ce recensement effectué sur les sites archéologiques d'Imedghassen, situé dans la commune de Boumia, et de Zana (Diana Veteranorum, dans la commune de Zana El-Baida), vise à documenter l'état de sites concernés et des découvertes archéologiques qui y ont été effectuées.

Il a également indiqué que cette opération a été précédée par d'autres opérations similaires menées en 2024 par des spécialistes des sites archéologiques de la wilaya de Batna, et qu'elles seront vérifiées sur le terrain par une équipe d'archéologues de la direction générale de l'OGEBC.

Selon M. Boughrara, un grand inventaire concernant le site archéologique de Timgad devrait "bientôt" commencer, en collaboration avec la direction de la culture et des arts de la wilaya de Batna et l'OGEBC.

S'agissant du mausolée royal Numide d'Imedghassen, qui remonte à la fin du IV^e siècle et au début du III^e siècle avant J.-C., celui-ci a été classé patrimoine national protégé en 1967 et des efforts soutenus sont déployés depuis un certain temps par le ministère de la Culture et des Arts pour le classer au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Quant au site de la ville romaine antique Diana Veteranorum, construite au II^e siècle de notre ère, il présente des vestiges visibles, notamment les trois arcs de triomphe, le forum (la place publique), la forteresse byzantine et les thermes.

La partie la plus importante de cité antique est toujours enfouie sous terre, selon les spécialistes.

ADRAR

Clôture de la 13^{ème} édition de la "Kheima" de la poésie populaire

La 13^{ème} édition de la "Kheima" (tente traditionnelle) de la poésie populaire a baissé le rideau, jeudi soir, à la maison de la culture d'Adrar, a-t-on appris des organisateurs.

Cette manifestation à portée nationale a réuni, durant trois jours, 35 figures emblématiques de la poésie populaire venus des quatre coins du pays, qui ont célébré, lors de soirées poétiques, l'amour de la patrie et rendu hommage aux héros de la glorieuse Révolution du 1^{er} Novembre 1954, à l'occasion de la commémoration de son 71^{ème} anniversaire, a déclaré le directeur de la maison de la culture, Mohamed Sar.

Le programme de cet événement a compris des rencontres, des conférences et des débats portant sur le rôle de la poésie populaire dans la préservation de la mémoire nationale et la sauvegarde du patrimoine culturel, ainsi que les moyens de valoriser ce genre poétique en tant qu'élément fondamental du patrimoine littéraire national, reflétant une culture authentique et civilisationnelle, a-t-il ajouté.

Une conférence sur la Révolution de libération dans la poésie populaire, présentée par Dr. Abdelkader Kashaoui, en plus d'un atelier littéraire consacré à la poésie et la littérature liées au patrimoine hassani animé par les deux poètes invités d'honneur de cette édition, à savoir Abdallah Lebiz et Khadja Bousbiâ de la wilaya de Tindouf, ont également été au programme.

Au cours de ces journées, les poètes ont aussi fait montre de leurs talents en abordant diverses facettes de la vie quotidienne. Ce rendez-vous culturel a en outre proposé au public des expositions d'arts plastiques, d'artisanat et des spectacles artistiques et folkloriques, ainsi que des excursions vers les sites archéologiques et touristiques de la wilaya au profit des participants.

APS

TECHNOLOGIES MODERNES

Des initiatives innovantes pour préserver la mémoire nationale

De nombreuses initiatives innovantes ont récemment été lancées sur les plateformes des réseaux sociaux pour commémorer les gloires de la Révolution de libération nationale à travers un contenu numérique distinctif utilisant les technologies modernes, y compris l'intelligence artificielle (IA), afin de préserver la mémoire nationale et la transmettre aux jeunes générations.

D'après des experts du domaine, ces initiatives visent à valoriser les compétences en technologie moderne et les moyens de communication contemporains pour mettre en lumière les haltes de la Révolution de libération ainsi que les hauts faits des martyrs et des moudjahidine, à travers des méthodes numériques innovantes adaptées à l'ère actuelle, contribuant ainsi à renforcer l'appartenance nationale et à ancrer les valeurs de fidélité et de sacrifice.

Dans une déclaration à l'APS, l'expert en transformation numérique et en cybersécurité, Djamel Bouabdallah, a souligné que "le recours à l'intelligence artificielle pour faire connaître les héros de la Révolution sur les réseaux sociaux constitue une démarche singulière alliant mémoire nationale et technologie moderne".

Selon lui, cette approche permet de produire un contenu interactif pour que les jeunes générations puissent connaître les sacrifices des martyrs de manière contemporaine et empreinte d'émotion.

Grâce à ces outils, ajoute l'expert, il est possible de reconstituer des événements historiques sous forme d'images et de séquences réalistes, ou encore de créer des archives numériques intelligentes pour une interaction directe avec des témoignages et documents historiques.

Il a, toutefois, insisté sur la nécessité de manier ces technologies avec prudence, dans le respect des symboles nationaux et en veillant à l'exactitude des informations historiques de façon à évi-

ter toute déformation de la mémoire collective.

Pour l'expert, la fusion entre l'IA et la mémoire nationale peut transformer les occasions historiques en expériences éducatives et interactives, renforçant l'esprit de citoyenneté auprès des jeunes générations.

De son côté, le président de l'Association Machaal Echahid, Mohamed Abbad, a salué l'ensemble des initiatives portées par les jeunes en faveur de la mémoire nationale, considérant que tout effort pour faire connaître l'histoire glorieuse de l'Algérie et promouvoir la communication intergénérationnelle, demeure une "contribution positive à encourager".

Il a relevé que suivre l'évolution technologique s'impose désormais comme une nécessité, tout en rappelant que la rigueur demeure "une condition essentielle" avant toute publication de contenus relatifs à la mémoire nationale, afin d'éviter erreurs et contrevérités.

Tout internaute naviguant sur les réseaux sociaux peut constater la prolifération de pages mettant en lumière des moudjahidine et des martyrs ayant laissé une empreinte indélébile dans le processus de la Révolution de libération, outre des publications documentant les biographies des martyrs, accompagnées d'images d'archives qui fusionnent le passé et le présent dans un style visuel captivant.

Ce contenu est alimenté par diverses conceptions numériques recourant de

plus en plus aux techniques d'intelligence artificielle, permettant de redonner vie aux biographies des héros nationaux et de les mettre en valeur dans un format moderne et distinctif.

Des programmeurs et concepteurs algériens ont su exploiter ces technologies pour transformer d'anciennes photos d'archives en séquences colorées ou animées, redonnant vie aux visages des martyrs.

Ainsi, voit-on, à titre d'exemple, le héros martyr Mostefa Ben Boulaid s'adressant à la jeunesse d'aujourd'hui à travers un message du passé, tandis que l'héroïne Hassiba Ben Bouali, souriante, rappelle le rôle de la femme algérienne qui a tout sacrifié pour la patrie.

Parmi les pages les plus en vue dans ce domaine, la page "Tarikh wa Tourath" (Histoire et Patrimoine), suivie par des centaines de milliers d'abonnés.

Elle propose des photos d'archives animées révélant les traits des martyrs de la Révolution de libération, accompagnées de voix enregistrées et de chants patriotiques authentiques ravivant l'esprit éternel de Novembre.

D'autres pages à caractère local retracent l'histoire des quartiers populaires, à l'image de "Akhar El Houma" (Nouvelles du Quartier) qui documente les parcours militants des héros de ces quartiers et leur histoire de lutte.

Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre des efforts nationaux visant à graver les sacrifices des valeureux chouhada dans la conscience des jeunes

générations, à travers des projets officiels et d'autres innovants portés par la jeunesse.

Parmi ces actions figure le lancement par le ministère de la Poste et des Télécommunications de la première édition du concours "Meilleur contenu numérique historique".

L'annonce des lauréats a révélé l'intérêt porté par les jeunes pour la mémoire nationale et leur attachement à l'exprimer, à travers leurs compétences en matière d'intelligence artificielle.

Dans ce cadre, le prix attribué au court métrage "Petit Omar..."

le messageur de la Révolution", réalisé par Mohamed Ouali et Chamseddine Guellali, constitue une distinction méritée.

Grâce à une mise en scène visuelle soutenue par l'IA, ce film a redonné vie à l'histoire du jeune héros qui portait les messages des moudjahidine en plein cœur de la capitale à l'apogée des batailles.

De son côté, le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), dans le cadre d'une approche participative avec plusieurs secteurs, dont le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit, s'emploie à la mise en œuvre de l'initiative "Jeunes ambassadeurs de la mémoire", visant à mettre en exergue le rôle des jeunes Algériens dans la préservation de la mémoire nationale et le renforcement de leurs valeurs d'appartenance et de citoyenneté.

APS

PUBLICITÉ

EPE - Algérie Télécom - Spa
Direction Opérationnelle des Télécommunications de Naâma
Sous-Direction Fonctions Support
Département Achats et Logistique
Adresse : Cité évolutive Naâma

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL
OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES
N°06/AT/DOT45/SDFS/DAL/2025

La Direction Opérationnelle des Télécommunications de Naâma lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour : **Aménagement du complexe Naâma**

ELIGIBILITE DES CANDIDATS :
Le présent avis d'appel d'offres s'adresse uniquement aux entreprises et aux groupements momentanés qualifiés dans le domaine des travaux de bâtiment titulaires d'un certificat de qualification et de classification professionnelle principale (Bâtiment catégorie (3) ou plus).
Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges auprès de la structure contractante d'Algérie Télécom accompagnés du cachet de l'entreprise à l'adresse suivante :

Direction Opérationnelle des Télécommunications de Naâma
Département Achats et Logistique
Adresse : Cité évolutive Naâma

Contre le paiement, auprès de la banque BNA d'un montant de cinq mille dinars algériens (5 000 DA) non remboursable, représentant les frais de documentation et de reprographie par versement au compte bancaire :
Compte en dinars N° 001 00730 0300 000 072 94

Présentation des offres :
Le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et fermées, en indiquant, sur chaque enveloppe, la mention « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

Les trois (03) enveloppes sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, sans aucun signe d'identification du soumissionnaire et comportant uniquement les mentions suivantes :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°06/AT/DOT45/SDFS/DAL/2025
(Objet de l'appel d'offres : Aménagement du complexe Naâma
« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES »)

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :
Direction Opérationnelle des Télécommunications de Naâma
SECRÉTARIAT DOT
Adresse : Cité évolutive Naâma

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.
La date limite de dépôt des offres est fixée à quinze (15) jours calendaires de 08h00 à 14h00 à partir de la première date de parution du présent avis dans la presse nationale et sur le site web safatic.dz.
Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
Les soumissions qui parviennent après la date limite de dépôt des plis ne seront pas prises en considération.
Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 14h00 mn à l'adresse précitée.
Les candidats restent tenus par leurs offres pendant une période de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de dépôt des plis.

DK NEWS **Anep : 2516035711 du 16/11/2025**

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME
DE LA VILLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE
DE BOUIRA

وزارة السكن والعمران والمدينة
والتهيئة العمرانية
دوان الترقية والتسيير العقاري
للولاية

Réf : 4985 /DG/OPGI/DMO/2025

Mise en demeure N° 01

Projet : 20 / 2000 Logements Publics Locatifs à AIN TURK
Lot : TCE y compris VRD
Entreprise : ETB TCE BOUGHORFA Nabil.

- Vu la loi N°23-12 du 05 Aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics le décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public,
- Vu le marché de réalisation du projet des 20 / 2000 Logements Publics Locatifs à AIN TURK en Lot TCE y compris VRD, approuvé en date 25/05/2025 sous le N° 057.
- Vu le délai contractuel de réalisation de Huit (08) mois.
- Vu l'ordre de service de démarrage des travaux N°01 notifié à l'entreprise en date du 27/05/2025.
- Vu le Procès-verbal de chantier établis par le maître de l'œuvre en date de 09/11/2025, constatant que la cadence des travaux est très faible, et demandant à l'entreprise d'accélérer la cadence des travaux et renforcer le chantier en moyens humains et respecter le planning des travaux.

L'entreprise ETB TCE BOUGHORFA Nabil, domiciliée Village Oued Lakhal (Chahid Touhami Mohamed), Ain Bessem - WILAYA de BOUIRA, est mise en demeure dans un délai de Huit (08) jours à compter de la première publication de cette mise en demeure dans les quotidiens nationaux et le BOMOP de :

- **Accélérer la cadence des travaux pour rattraper le retard enregistré,**
- **Mettre un effectif qualifié répondant aux besoins du chantier,**
- **Approvisionner le chantier en matériaux et matériels nécessaires,**
- **Prévoir une double équipe (3x8h) ou (2x10h) conformément aux clauses contractuelles du marché des travaux.**
- **Respecter le planning des travaux pour achever le projet.**

Faute par l'entreprise de satisfaire à cette mise en demeure, le Maître de l'ouvrage (OPGI de BOUIRA) se réserve le droit d'appliquer les mesures coercitives prévues par la réglementation.

DK NEWS **Anep : 2516035678 du 16/11/2025**

Programme de la soirée

TF1 21:10
Wonder Woman 1984


1984, une époque où les excès riment avec pouvoir, où les ambitions démesurées se heurtent aux limites d'un monde en pleine mutation. Au milieu de ce tourbillon de néons et de synthétiseurs, Diana Prince (Gal Gadot), alias Wonder Woman, mène une double vie discrète. Le jour, elle travaille comme anthropologue au Smithsonian Institution de Washington, entourée d'artefacts anciens qui lui rappellent son île natale, Thémiscyre. Le soir, elle intervient dans l'ombre, protégeant un monde qui ignore encore l'étendue des menaces qui pèsent sur lui.

France 2 21:10
La lutte des classes


Dans le microcosme apparemment harmonieux de Bagnole, où les immeubles HLM côtoient les résidences bourgeoises en rénovation, Sofia (Leïla Bekhti) et Paul (Edouard Baer) forment un couple parisien progressiste, convaincu d'élever leur fils Corentin, 9 ans, dans un environnement ouvert et mélangé. Elle, avocate engagée, lui, écrivain en quête d'inspiration, ont choisi ce quartier populaire pour ses écoles réputées "mixtes", où leur enfant grandirait loin des clivages sociaux. Pourtant, quand Corentin rentre un jour en annonçant que tous ses amis de classe viennent de quitter l'école publique pour des établissements privés huppés de Paris, un malaise s'installe.

France 3 21:10
Les enquêtes de Vera Saison 13


Un randonneur découvre le corps d'une jeune femme près d'un passage à niveau isolé. Le téléphone de la victime indique qu'il s'agit d'une certaine Gabi Fisher. Vera apprend que la malheureuse avait rompu avec sa famille. Depuis quelques mois, elle était hébergée chez une femme du nom d'Helen Rushden. Mais sa présence n'avait pas été sans causer des tensions avec le mari d'Helen, puis son départ. Qu'est-ce qui se cache derrière cette bizarre relation ?

CANAL+ 21:00
Rugby : Pro D2 Vannes / Grenoble


Résumé Rugby : Pro D2 Saison 2025 Vannes / Grenoble Pro D2. 11e journée. Vannes / Grenoble.

6 21:10
Capital

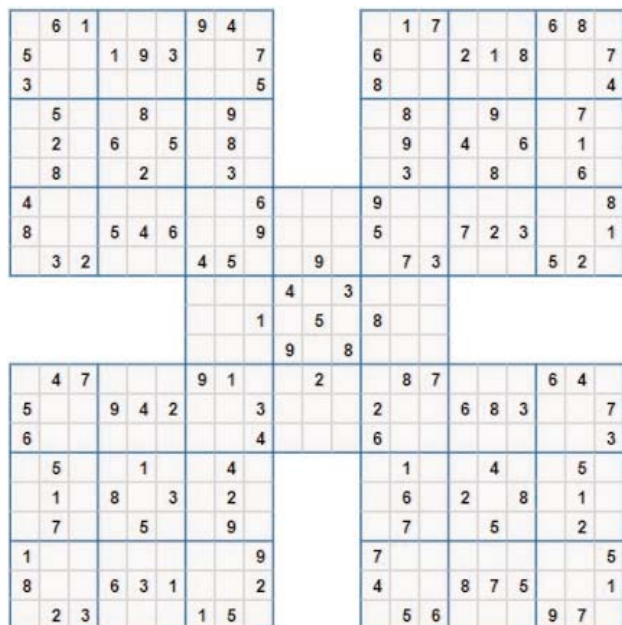

Produits locaux, MDD terroir : la tradition, le bon filon des hypermarchés ? Aujourd'hui plus besoin de traverser la France pour dénicher ces bons produits locaux, les hypermarchés les proposent en rayons. - Cocottes, plats et bocaux : les vieux pots ont une nouvelle jeunesse ! Une belle cocotte en fonte ou un plat en verre incassable pour cuire des gratins : les plats de mamie n'ont jamais été aussi tendance ! Pyrex, Le Creuset, Le Parfait : ces entreprises ont beau être centenaires, elles reviennent en force.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2857

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.


Horizontalement :

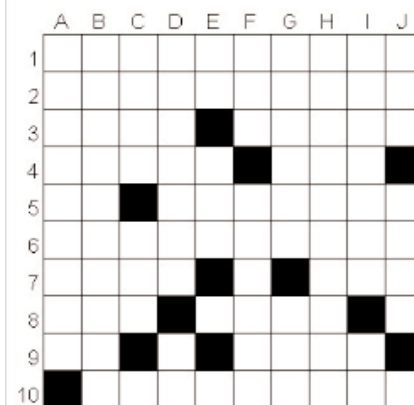
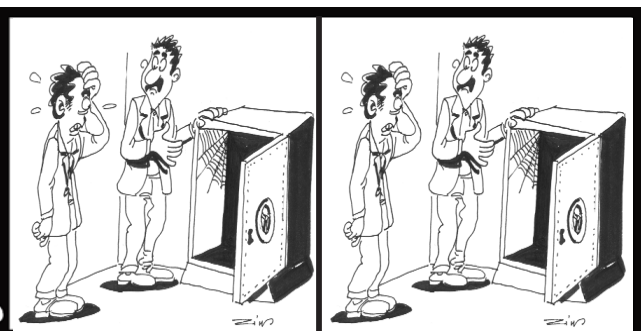
- 1 - Refus d'évolution
- 2 - Cause de mauvaise manoeuvre
- 3 - Dé - Noircis
- 4 - Fatigant - Massif suisse
- 5 - Largeur - Très mal classé
- 6 - Modèle d'élégance
- 7 - Excès - Sortez de cérémonie
- 8 - Nio - Détour
- 9 - Symbole chimique - Acide
- 10 - Migration de globules

Verticalement :

- A - Accusais
- B - Fétide
- C - Enorme cuivre - Fleuves au début
- D - Savants turcs - Gros mot de bébé
- E - Petit grade - Règles
- F - Aviation anglaise - Genre de mouette
- G - Reptile américain - Midi
- H - Surveillante
- I - Changèrent de timbre - Préposition
- J - Légumineuses - Concret

"Faisons notre devoir sans relâche, et laissons dire les sots."

Laurent Bordelon

Mots croisés n°2857

Terreurs


réflexion carburant de réacteurs	↓	réquir- terons arrange- riez	↓	emprun- teurs	↓	brillé vieux salpêtres	↓	mesure- riez avec soin	↓	image de la nudité posses- sif	↓	contenus de plats écrivain mural	↓
↓		↓		↓		↓		oublies confor- mité	→	↓		↓	
rendras à la vie civile analogies	→							↓					
↓													
à faire trois fois	→			sélec- tionner	→					cocote	→	militaire des USA indice d' acidité	→
rabâchée	↓									entou- rées	↓	↓	
↓						faux œuf attirant les vrais nacrerait	→						
support de quille hausser la note	→			usuelle	→							do de clé	→
↓				nouvelle monnaie	↓							attrapé	
						culture inondée organe de vol	→					↓	
objet de ruée meneur patient	→		élimait						désert	→			centre straté- gique américain
↓			étourdis	↓		amour de Tristan			patrie de G.Tell			note de fin refus très net	→
						fabriqua	↓					↓	
éttoffe légère	vend ↓ morgues	→						caractère nordique	→				mollus- que perceur de coque
↓	↓			enchâs- seront nid de rapace	→			descendit	↓				↓
pas très à la mode		trait lumineux rendis faiteux	→			de l'or en chimie	→		greffa	→			
↓		↓				ville	↓		déchif- frée	↓		arçon en formule plante grasse	→
												↓	
aqissait	→							coutume					
pareille	↓							hougeas	→				
bière légère joigne (qu'il)	→			fend	→			sous mi	→		destin	→	
↓				fin de journée	↓			unira	↓		écimé		
						copiées	→			chevalier mystère déesse de fellah	→		planches de schuss
						person- nel	↓						↓
caesium au labo accom- plirait	→		maigres	→									
↓			chemin de halage										
												rapport de cercle	→
												↓	
convien- dra	→					frappes un bon coup	→						

Solution

[illegible]

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE BADMINTON Salim Mazri élu nouveau président

Salim Mazri a été élu à la tête de la Fédération algérienne de badminton (FABA), pour le reste du mandat olympique 2025-2028, lors de l'assemblée générale électorale (AGE), tenue au Centre de préparation de l'élite sportive de Soudania (Alger).

Membre du bureau exécutif, Mazri a été élu en obtenant 17 voix des membres présents à l'AG ayant le droit de vote (10 clubs, 8 membres de l'ex-bureau fédéral et neuf ligues), alors que son concurrent, Smail Gaci, a obtenu 13 voix.

"Je tiens à exprimer mes sincères remerciements et ma profonde reconnaissance pour la confiance que vous m'avez témoignée en m'élisant président de la FABA. C'est un devoir qui m'oblige à consacrer tous mes efforts et toute ma sincérité au développement de ce sport dans notre cher pays.", a déclaré Mazri aux membres de l'AG à l'issue de son élection à la tête de la FABA.

Le programme du nouveau président de la FABA repose sur le "travail d'équipe, l'élargissement de la participation et le développement des performances techniques et professionnelles de nos joueurs afin de leur permettre d'atteindre les podiums continentaux et internationaux."

"Notre objectif est de faire rayonner le badminton algérien sur toutes les scènes et en faire un véritable sport national. Je m'engage à tout mettre en œuvre, en collaboration avec les nouveaux membres du comité exécutif et tous nos partenaires, pour la mise en œuvre de ce programme.", a-t-il dit.

Elu le 21 décembre 2024 pour le mandat olympique 2025-2028, le président sortant Khier Barkat avait démissionné.

KARATÉ - CHAMPIONNATS DU MONDE 2025 Les athlètes algériens en stage à Fouka

La sélection algérienne de karaté effectue un stage de préparation au Centre de préparation des équipes nationales de Fouka (Tipasa), en prévision des Championnats du monde individuels seniors 2025 (Kumité et Kata), qui se tiendront du 27 au 30 novembre en Egypte.

a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de karaté-do (FAK).

"Le stage verra l'arrivée progressive des athlètes qualifiés dans les disciplines du kata et du kumité, jusqu'à la constitution définitive de l'effectif de l'équipe, dans le cadre du programme préparatoire tracé pour cette importante compétition mondiale", a précisé la même source.

Ce stage se poursuivra jusqu'à la date du départ de la délégation nationale pour Le Caire, dans le but d'assurer la meilleure préparation physique et technique avant d'entrer dans la compétition mondiale.

La sélection algérienne de karaté sera représentée par 11 karatékas au rendez-vous mondial du Caire.

Les karatékas Cylia Ouikene (-50 kg), Louiza Abouriche (-55 kg), Khadidja Ghelam (-61 kg), Karima Mekkaoui (-68 kg) et Chaïma Oudira (+68 kg) seront présents aux épreuves de kumité dames. Les messieurs seront représentés par Ayoub Anis Helassa (-67 kg), Oussama Zaid (-75 kg), Falleh Midoune (-84 kg) et Hocine Daikhi (+84 kg). Aux épreuves de kata, l'Algérie est représentée par Narimène Dahleb et Youcef Ziad. Les Championnats du monde individuels représentent le sommet du karaté international, réunissant les 32 meilleurs compétiteurs du monde de chaque catégorie.

Parmi les pays en tête de liste, l'Egypte, l'Australie, l'Italie et le Japon aligneront chacun une délégation complète de 12 athlètes, toutes catégories confondues. L'Algérie suit de près avec 11 compétiteurs qualifiés, tandis que la France et l'Iran présenteront chacun 10 athlètes.

SEMI-MARATHON INTERNATIONAL D'ALGER Une première édition réussie avec près de 6 500 participants

Les participants à la première édition du Semi-marathon international d'Alger, organisée vendredi dans la capitale, ont unanimement salué une manifestation "réussie à tous les niveaux", marquée par la présence d'environ 6 500 athlètes, dont 13 coureurs internationaux représentant plusieurs nationalités.

La course, à laquelle ont assisté le ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, des représentants du ministère des Sports, des membres de l'Assemblée populaire nationale et de l'Assemblée populaire de wilaya, ainsi que l'ancien champion olympique Noureddine Morceli, a laissé une "impression très positive" aux participants.

Ces derniers ont souligné la capacité de l'Algérie à attirer des stars mondiales de la discipline, estimant que l'événement constitue "un signal fort" en vue de l'accueil de futurs rendez-vous sportifs internationaux.

Le président de la Ligue d'athlétisme de la wilaya d'Alger, Aziz Bouras, a indiqué à l'APS que l'épreuve placée sous le haut patronage du ministre, wali d'Alger et de la Direction de la jeunesse et des sports, a bénéficié d'une organisation "de qualité".

"Les encadreurs ont relevé le défi de gérer une course de 21,097 km avec près de 6 500 coureurs. Cela a apporté crédibilité et éclat à un événement qui s'est déroulé dans une ambiance festive", a-t-il souligné.

Selon lui, cette première compétition internationale a "une importance majeure sur les plans sportif et touristique".

"Les autorités locales et les responsables sportifs se sont pleinement engagés pour assurer la réussite de cette édition, validée par les témoignages des participants. Nous espérons avoir projeté une image positive de l'Algérie auprès des pays étrangers et du bassin méditerranéen, notamment grâce à la présence des médias", a ajouté Bouras.

Toutes les dispositions techniques et organisationnelles ont été prises, a-t-il encore précisé, rappelant que 800 encadreurs ont été mobilisés et que les parcours du semi-marathon (21,097 km) et de la course de 10 km sont homologués par World Athletics.

Le vainqueur de la première édition, le Kényan Mayowa Simon, a salué "les efforts déployés par l'Algérie" pour garantir le succès de l'événement.

"Le parcours, reliant plusieurs communes de la capitale, est magnifique. Je re-



mercie toutes les équipes d'organisation. La ville d'Alger est superbe, le public a soutenu tous les athlètes. L'organisation était impeccable, ce qui m'a poussé à remporter la course", a-t-il déclaré.

Un responsable de la Direction de la jeunesse, des sports et des loisirs d'Alger a, de son côté, estimé que cette première édition, placée sous le slogan "Alger, coeur de la Méditerranée", offre une véritable vitrine promotionnelle pour la capitale en tant que cité sportive internationale. Il a souligné que la présence d'athlètes d'élite a permis d'élever le niveau technique de l'événement, reflétant "le soutien officiel au développement du sport en Algérie".

Sur le plan sportif, la première édition du Semi-marathon international d'Alger a vu une domination kényane chez les hommes, avec la victoire de Simon Maywa en 1h01'44" devançant ses compatriotes Kimtai Antony (2e) en 1h01'59" et Kiptoo Edwin Kiprop (3e) en 1h03'34".

Le meilleur Algérien du jour, Mohamed Seif-Eddine Boukataba, a pris la 6e place avec un chrono de 1h05'06". Chez les dames, le Kenya a également signé un

doublé grâce à Longari Gladys Cherop (1h12'55") et Rito Daisy Jematai (1h13'14"), tandis que la troisième place est revenue à l'Ethiopienne Mekonen Sewareg Haymanot (1h13'58"). L'Algérienne Souad Ait Salem a terminé au pied du podium avec un chrono de 1h14'14".

Dans la catégorie des vétérans, les Algériens ont largement dominé les épreuves de ce semi-marathon, aussi bien chez les hommes que chez les femmes.

Les représentants algériens ont également réalisé un carton plein sur le 10 km, en s'offrant les dix premières places chez les hommes et les cinq premières chez les dames.

Le départ du semi-marathon et de la course de 10 km a été donné à proximité du stade Ferhani à Bab El Oued, tandis que l'arrivée a été jugée devant le siège de la wilaya. Le parcours a traversé notamment le stade Omar-Hamadi (Bologhine), Raïs Hamidou, la place Port Saïd, la rue Colonel-Amirouche, la place du 1er-Mai, la rue Mohamed-Belouizdad, la station de métro Les Fusillés et le Jardin d'Essai d'El-Hamma.

BOXE - DOPAGE

L'ancien champion du monde Joseph Parker dément le recours à des produits interdits

L'ancien champion du monde des poids lourds Joseph Parker a démenti samedi avoir eu recours à des produits interdits alors qu'un test antidopage s'est révélé positif après son combat perdu contre Fabio Wardley le 25 octobre.

"Avant mon récent combat, j'ai passé un test volontaire et j'ai maintenant appris que le résultat rendu était positif.

C'est une vraie surprise. Je n'ai eu recours à aucune substance interdite, je ne prends pas de produits pour améliorer mes performances et je ne suis pas en faveur de leur utilisation", a écrit le boxeur néo-zélandais de 33 ans sur les réseaux sociaux. "Je coopère pleinement dans le processus en cours et je suis confiant dans l'issue de l'enquête qui blanchira mon

nom", ajoute-t-il. Parker a été arrêté durant le 11e round de son combat contre le Britannique Wardley et a ainsi perdu son statut de challenger WBO pour affronter le champion incontesté des poids lourds Oleksandr Usyk. Le promoteur du combat entre Parker et Wardley, Queensberry, a annoncé le résultat positif du contrôle antidopage sans dire quelle

substance avait été détectée.

Selon le tabloïd britannique The Sun, il s'agirait de cocaïne.

Parker avait perdu en 2018 sa ceinture WBO au profit du Britannique Anthony Joshua par décision unanime des juges. Il s'était depuis donné une chance d'affronter Usyk en alignant des victoires contre Deontay Wilder, Zhilei Zhang et Martin Bakole.

VOLLEY-BALL - NATIONALE 1 (MESSIEURS ET DAMES)

Coup d'envoi de la nouvelle saison le 22 novembre

La Fédération algérienne de volley-ball (FAVB) a dévoilé samedi, les calendriers des Championnats nationaux, Nationale 1 (messieurs et dames), dont le coup d'envoi est prévu le 22 novembre 2025, ainsi que les groupes composant les deux compétitions.

Pour la saison 2025-2026, la Nationale 1 messieurs gardera la même formule de compétition avec 20 clubs répartis en deux poules de dix, Centre-Est et Centre-Ouest, et dont la première journée se déroulera samedi 22 novembre, selon le calendrier publié par la FAVB.

Même formule chez les dames, avec une compétition qui regroupera 16 clubs répartis en deux poules de huit, et dont la première journée se disputera vendredi 28 novembre.

Pour rappel, le WA Tlemcen (messieurs) et le NC Bejaia (dames) ont été sacrés champions d'Algérie lors de la défunte saison.

-Composition des groupes de la Nationale 1 messieurs :
Groupe Centre-Est :

JSC Ouled Adouane, ES El-Eulma, OMK El-Milia, EF Ain Azel, ES Sétif, ES Tadjanet, MB Bejaia, Olympique Ain M'lila, CASTEL Teniet El Abed, NC Bejaia (promu).

Groupe Centre-Ouest :

WA Tlemcen, MC Alger, PO Chlef, ASV Blida, RC M'sila, O. El Kseur, JS Messelmoun, ES Bethioua, CS Nedrouma, ES M'sila (promu).

- Composition des groupes de la Nationale 1 dames :

Groupe Centre-Est :

MB Bejaia, WA Bejaia, NC Bejaia, RC Bejaia, OS Tichy, CRR Toudja, JS Tizi N'Berber, OM Cirta (promu).

Groupe Centre-Ouest :

MC Alger, NR Chlef, USP Akbou, Seddou VB, US Ben Aknoun, JS Azzagga, NRS Alger-Centre, CASA Mohamadia (promu).

CLUBS ENGAGÉS EN AFRIQUE

Une réunion décisive pour hisser le football algérien au niveau continental

Dans un football africain qui accélère sa marche vers une professionnalisation totale, la moindre faille administrative peut désormais anéantir des mois d'efforts sportifs.

Consciente de cette réalité implacable, la Fédération algérienne de football (FAF) a engagé une dynamique nouvelle : anticiper, encadrer et accompagner les clubs engagés dans les compétitions africaines.

La réunion stratégique organisée jeudi 13 novembre 2025 avec les représentants des quatre clubs qualifiés à la phase de groupes des épreuves de la CAF s'inscrit pleinement dans cette vision.

Cette rencontre, tenue au siège de la Fédération et présidée par le secrétaire général Nadir Bouzenad, a réuni le MC Alger, la JS Kabylie, le CR Belouizdad et l'USM Alger.

Quatre institutions historiques du football national, chacune porteuse de l'ambition légitime de marquer la scène continentale.

Pour la FAF, il s'agissait d'un moment clé : rappeler les exigences strictes qui régissent la Ligue des champions et la Coupe de la Confédération, préciser les protocoles réglementaires et prévenir les défaillances qui peuvent coûter cher.

Une vision claire : professionnaliser l'organisation pour protéger la performance

D'emblée, la FAF a insisté sur l'importance croissante des paramètres extra-sportifs dans les compétitions africaines.

L'accueil des équipes adverses, la sécurité des sites, la logistique des rencontres, les obligations de marketing, la gestion médiatique, sans oublier les procédures digitales imposées par la CAF : autant d'éléments qui, s'ils sont négligés, entraînent sanctions, amendes, voire disqualifications.

Cette séance de travail a permis aux clubs d'obtenir un rappel structuré des règles, mais surtout une lecture détaillée des points sensibles observés lors des précédentes campagnes africaines.

À l'heure où le football continental atteint un niveau d'exigence inédit, la FAF entend s'assurer que ses représentants se présentent armés, préparés et irréprochables.

Des échanges « riches, fructueux et constructifs »

Face aux dirigeants des clubs, la FAF a mobilisé ses responsables techniques et opérationnels : Mohamed Billel Guendour, directeur des compétitions internationales, Halim Djendoubi, secrétaire général adjoint et officier national de sécurité, Youcef Benmedjber, secrétaire général adjoint.

Les représentants du MCA, de la JSK, du CRB et de l'USMA ont soulevé nombre d'interrogations précises : conditions d'homologation des stades, gestion des



accréditations CAF, planification des déplacements, respect des horaires imposés par le diffuseur officiel, procédures en cas d'incident avec le public, et même les détails liés au branding officiel de la compétition.

Selon la FAF, l'atmosphère était studieuse, marquée par une volonté commune de s'améliorer. Les clubs ont exposé sans détour leurs préoccupations.

La Fédération, de son côté, a réaffirmé sa disponibilité totale, promettant un accompagnement constant durant toute la durée des compétitions.

Ces échanges ont permis de revenir sur les failles constatées les années précédentes : documents administratifs incomplets, manquements logistiques, retards dans la transmission des données, méconnaissance des nouveaux règlements CAF.

Autant de points que la Fédération entend désormais éliminer.

Car l'image du football algérien, au-delà de la performance sportive, se joue aussi sur ces détails souvent invisibles au grand public.

Une stratégie nationale tournée vers l'excellence continentale

Cette réunion s'intègre dans une stratégie plus large : hisser le football algérien à un niveau de rigueur conforme aux standards internationaux.

La FAF veut instaurer une culture nouvelle, où chaque club adopte les réflexes professionnels requis pour évoluer sur la scène africaine.

L'objectif est clair : faire des équipes algériennes non seulement des adver-

saires redoutés sur le terrain, mais aussi des modèles d'organisation.

Pourquoi ? Parce que les compétitions CAF ne récompensent plus uniquement les performances sportives : elles évaluent aussi la capacité des clubs à maîtriser l'ensemble des paramètres qui entourent un match.

Cette vision est devenue un impératif pour les quatre représentants engagés.

Le MC Alger, champion d'Algérie en quête d'un retour éclatant sur le continent ; la JS Kabylie, club mythique désireux de renouer avec son prestige africain ; le CR Belouizdad, habitué des joutes continentales ; et l'USM Alger, récente championne de la Coupe de la CAF, déterminée à s'installer durablement parmi les grandes équipes africaines.

Chacun a sa propre mission, mais tous partagent un même défi : représenter dignement le pays.

Un enjeu qui dépasse la phase de groupes

Pour les clubs, cette réunion arrive au moment idéal, juste avant l'entrée dans des campagnes exigeantes où la marge d'erreur est réduite à néant.

Les phases de groupes sont un univers impitoyable : déplacements périlleux, conditions climatiques difficiles, terrains variés, arbitrages stricts, pressions locales.

À cela s'ajoute l'aspect administratif, aujourd'hui indissociable du sportif.

La FAF, en renforçant ses mécanismes d'encadrement, veut éviter les dérapages organisationnels qui ont souvent coûté des sanctions aux clubs algériens dans le passé.

Un retard dans l'enregistrement des joueurs, un protocole non respecté, une défaillance de sécurité, une erreur dans la tenue des officiels... et c'est toute une campagne qui peut basculer.

Cet accompagnement institutionnel vise donc à offrir aux clubs un environnement stable, conforme aux standards CAF, afin qu'ils puissent se concentrer exclusivement sur leur performance sur le terrain.

L'éternelle question : ce changement peut-il enfin créer un bond continental ?

Cette dynamique insufflée par la FAF suscite un espoir nouveau. L'Algérie a les clubs, les talents, les supporters, les infrastructures et l'histoire pour briller en Afrique. Ce qui a souvent manqué, ce n'est pas la qualité de jeu, mais la rigueur administrative et organisationnelle.

La réunion du 13 novembre marque-t-elle un tournant ? Peut-être. Elle annonce en tout cas une prise de conscience forte : la réussite continentale n'est plus seulement une affaire de buts, de tactique ou de coaching.

Elle est aussi le fruit d'une gestion millimétrée, où chaque détail compte.

Reste une interrogation que tout le monde partage : cette nouvelle culture de rigueur, portée par la FAF et assumée par les clubs, permettra-t-elle enfin au football algérien de franchir durablement un cap continental ? L'avenir le dira, mais une chose est certaine : la marche vers l'excellence est désormais engagée.

R. S.

MOSTAGANEM

Le stade Benslimane homologué pour accueillir les matchs du WAM en Ligue 2

Le stade Benslimane de Mostaganem a été officiellement homologué pour accueillir les rencontres du Widad local dans le championnat de la Ligue 2 amateurs de football, et ce à partir du prochain match face à la JS Tixeraine, programmé pour le mardi 18 novembre, a-t-on appris auprès de la direction du club de l'Ouest algérien.

Cette décision fait suite à la visite d'inspection effectuée jeudi par la commission d'ho-

mologation et de contrôle des stades relevant de la Ligue nationale de football, qui a jugé que cette infrastructure, appartenant à la commune de Mostaganem, répond aux normes exigées pour abriter des compétitions officielles, précise la même source.

La rencontre WA Mostaganem-JS Tixeraine a ainsi été programmée sur la pelouse synthétique du stade Benslimane mardi prochain à 14h00, dans le cadre de la 10e journée

du championnat de Ligue 2 (Centre - Ouest). La direction du WAM a décidé de recevoir ses adversaires dans ce stade après la fermeture du stade Commandant Ferradj, relevant du complexe sportif Mohamed Bensaïd, géré par la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya, lequel sera soumis à des travaux de réhabilitation, notamment au niveau de sa pelouse naturelle, a-t-on encore souligné.

APS



BEST FIFA FOOTBALL AWARDS 2025

Les nommés pour les Prix Marta et Puskas dévoilés

La Fédération internationale de football (FIFA) a dévoilé, jeudi, les listes restreintes des nommés pour le Prix Marta et le Prix Puskas 2025, deux distinctions honorant respectivement les plus beaux buts de l'année dans le football féminin et masculin.

Parmi les butteurs sélectionnés pour le Prix Puskas figurent l'Égyptien Amr Nasser (SC Al Ahly), ou encore l'attaquant du FC Barcelone Lamine Yamal.

Ces récompenses s'inscrivent dans le cadre des The Best FIFA Football Awards 2025, qui célèbrent les meilleures performances entre le 11 août 2024 et le 2 août 2025.

Les supporters peuvent désormais voter sur le site officiel de la FIFA (FIFA.com), aux côtés d'un panel de FIFA Legends, leurs voix ayant un poids équivalent dans le résultat final.

Pour participer, les fans doivent s'inscrire sur le site de la FIFA, sélectionner trois buts et les classer par ordre de préférence.

Le premier choix recevra cinq points, le second trois et le troisième un point, conformément au règlement de la procédure de vote.

Les votes pour les autres distinctions majeures The Best Joueuse et Joueur de la FIFA, Entraîneurs, Gardiens et Gardiennes de but, ainsi que les Onze idéaux masculin et féminin sont également ouverts.

Le Prix des Supporters et la Distinction Fair-play viendront compléter le palmarès, récompensant respectivement des actes de passion et de sportivité exemplaires.

Les lauréats seront dévoilés lors de la cérémonie des The Best FIFA Football Awards 2025.

Les nommées au Prix Marta 2025 :

Jordyn Bugg (North Carolina Courage), Mariona Caldentey (Olympique Lyonnais), Ashley Cheatley (Brentford), Kyra Cooney-Cross (Australie), Jon Ryong-jong (RDP Corée), Marta (Orlando Pride), Vivianne Miedema (Pays-Bas), Kishi Nunez (Argentine), Lizbeth Ovalle (Tigres), Ally Sentnor (Etats-Unis) et Khadija Shaw (Manchester City).

Les nommés au Prix Puskas 2025 :

Alessandro (Vitória), Alessandro Deiola (Cagliari), Pedro de la Vega (Cruz Azul), Santiago Montiel (Indépendiente), Amr Nasser (Al Ahly), Carlos Orant'a (Querétaro), Lucas Ribeiro (Mamelodi Sundowns), Declan Rice (Arsenal), Rizky Ridho (Persija Jakarta), Kévin Rodrigues (Kasimpasa) et Lamine Yamal (FC Barcelone).

GHANA

Double fracture tibia-péroné pour Francis Abu qui manquera le Mondial-2026

L'international ghanéen Francis Abu, durement touché vendredi à la jambe droite, lors d'un match amical disputé au Japon avec les Black Stars (0-2), souffre d'une double fracture tibia-péroné et doit être opéré ce samedi à Tokyo.

Le milieu de terrain (24 ans, 7 sélections), recruté par Toulouse FC l'été dernier, souffre d'une double fracture tibia-péroné à la suite d'un choc spectaculaire au-dessus de la cheville, survenu en seconde période de la partie amicale.

Une réunion à distance entre le staff médical des Black Stars et celui de Toulouse FC son club, ainsi que les médecins présents sur place, s'est tenue en urgence pour décider du protocole à suivre. "Je sais que ça peut arriver dans le football mais c'est vraiment, vraiment sérieux. Je prie pour lui, confiait le sélectionneur du Ghana Otto Addo, préoccupé, en conférence de presse.

Pour être honnête, ça ne sent pas bon. L'ancien joueur du Cercle Bruges ne devrait plus rejouer cette saison, ce qui va lui faire manquer la Coupe du monde (11 juin-19 juillet 2026).

APS

COUPE ARABE FIFA 2025 (PRÉPARATION) Egypte- Algérie avancé à 15h00 (FAF)

La seconde confrontation amicale entre les deux équipes nationales A' égyptienne et algérienne, initialement prévue lundi 17 novembre au Caire à 17h00 a été avancée à 15h00 (heure algérienne), a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF).



L'objectif de cette confrontation sera de remédier aux insuffisances constatées lors du premier test, et d'aborder la suite de la préparation avec davantage de confiance en perspective de la Coupe arabe FIFA Qatar 2025 (1er-18 décembre, affirme l'instance fédérale sur son site officiel).

La première rencontre entre les deux sélections A', disputée vendredi au stade international du Caire, s'est soldée par la victoire de l'équipe égyptienne sur le score de 3-2, mi-temps (1-1).

Les Algériens ont ouvert le score par Adil Boulbina (31e), avant que les "Pharaons" n'égalisent peu avant la pause. Le défenseur central

Imad-Eddine Azzi a trompé son propre gardien (40e).

En seconde période, l'équipe nationale s'est remise devant, grâce au sociétaire du CS Constantine, Nassim L'ghoul (66e), bien servi dans la surface par Redouane Berkane.

Le dernier quart d'heure a tourné à l'avantage des locaux.

L'Egypte a d'abord remis les pendules à l'heure sur une belle tête de Rajab Nabil (81e).

Plus frais physiquement, les joueurs du coach Hilmi Toulane ont arraché la victoire en fin de match grâce à Houssam Hassan (89e).

Pour rappel, la sélection algé-

rienne (tenante du titre arabe) est qualifiée directement pour la phase finale de la prochaine Coupe arabe FIFA 2025.

Au Qatar, la "Verts" joueront dans le groupe D aux côtés de l'Irak, ainsi que des vainqueurs des barrages Bahreïn-Djibouti et Liban-Soudan, prévus le mercredi 26 novembre.

L'Egypte est versée, quant à elle, dans le groupe C aux côtés de la Jordanie et des Emirats, ainsi que du vainqueur de la rencontre opposant le Koweït à la Mauritanie, prévue le mardi 25 novembre.

Les deux premiers de chaque groupe se qualifieront pour les quarts de finale.

MONDIAL-2026 (FINALE BARRAGES AFRIQUE) NIGERIA-RDC L'Algérien Benbrahim à la VAR

L'arbitre international algérien Lahlou Benbrahim sera en charge de l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR), lors de la finale du barrage continental pour le Mondial 2026, entre le Nigeria et la RD Congo, prévue aujourd'hui à (20h00).

La sélection nigérienne de football s'est qualifiée pour la finale en battant jeudi le Gabon (4-1).

Après la fin du temps réglementaire sur un score de parité (1-1), les "Super Eagles" ont fait la différence durant la prolongation, grâce notamment à un doublé de son buteur attitré Osimhen.

Un peu plus tard dans la soirée, la RD Congo a créé la surprise en éliminant l'un des habitués de



la Coupe du monde, le Cameroun.

Le capitaine des "Léopards" Chancel Mbemba a délivré les siens dans le temps additionnel (90e+1). Le vainqueur de cette finale représentera

le continent au Tournoi de barrages intercontinentaux de la FIFA.

Outre le Nigeria ou la RDC, ce tournoi mondial, prévu du 23 au 31 mars 2026, réunira cinq autres équipes : Bolivie

(CONMEBOL), Nouvelle-Calédonie (OFC), une sélection asiatique, et deux de la Concacaf.

Deux places seront alors en jeu pour intégrer le tableau final du Mondial 2026.

SUPER-COUPÉ D'ALGÉRIE 2025 (DAMES)

La JS Kabylie bat le CF Akbou (1-0) et remporte le trophée

La JS Kabylie a remporté la Super Coupe d'Algérie féminine de football 2025 (seniors), en battant le CF Akbou 1-0 (mi-temps : 0-0), samedi au stade Mustapha-Tchaker de Blida.

L'unique but de la rencontre a été inscrit par la remplaçante Nadia Iouanoughen (79') pour la JSK.

Dirigée sur le banc par l'ancienne internationale, Naïma Laouadi, la JSK s'offre le deuxième

trophée de son histoire, après le sacre en finale de la 24e édition de la Coupe d'Algérie féminine de football 2025 (seniors), face au même adversaire, le CF Akbou 3-1, disputée le 1er mai dernier au stade Mustapha-Tchaker.

La Super Coupe d'Algérie oppose chaque année le champion d'Algérie au vainqueur de la Coupe d'Algérie. En championnat d'Algérie de division une seniors-dames

de football, la JSK occupe actuellement la cinquième position avec 9 points et un match en moins, tandis que le CF Akbou est logé à la deuxième place avec 12 points et un match en retard, à l'issue de la cinquième journée. Pour rappel, la Supercoupe d'Algérie de football 2025 messieurs opposant le MC Alger (champion) à l'USM Alger (détentrice de la coupe), aura lieu samedi 17 janvier 2026.



PORTUGAL

LES 1000 BUTS, RONALDO RÉPOND

À quelques heures du match de qualifications pour la Coupe du monde entre le Portugal et l'Irlande, Cristiano Ronaldo (40 ans, 225 sélections et 143 buts) a brièvement évoqué son avenir et la perspective d'un cap symbolique qui alimente les discussions : l'hypothèse de voir son millièmème but en carrière tomber lors du Mondial 2026. Interrogé en conférence de presse, l'attaquant a souri face à ce scénario.

"Vous avez regardé beaucoup de films ! Ce serait beaucoup trop parfait. Mais... revenons à la réalité. Les statistiques que vous avez mentionnées me rendent heureux, bien sûr. Une équipe nationale ne dépend jamais d'un seul joueur, mais c'est important d'avoir des joueurs capables de faire la différence. Je veux absolument participer à cette Coupe du monde. Si le "film" que vous avez décrit se réalisait, ce serait la fin parfaite pour terminer ma carrière en beauté", a répondu le quintuple Ballon d'Or.

Avec 953 buts au compteur, il faudrait un Ronaldo stratosphérique durant six mois pour réussir cette prouesse.

BARCELONE
LEWANDOWSKI
Serein sur son
avenir

Lié au FC Barcelone jusqu'en juin prochain, Robert Lewandowski (37 ans, 9 apparitions et 7 buts en Liga cette saison) attend de savoir si ses dirigeants activeront l'option pour une année supplémentaire. Ce n'est pas la tendance évoquée par de récentes rumeurs qui annoncent plutôt le Barça en quête de son successeur. Pas de quoi inquiéter l'attaquant polonais, serein sur son avenir.

"Je serai bientôt prêt à décider quel chemin je veux prendre et je verrai quelles sont mes options, a confié le Blaugrana à TVP Sport. Je suis tranquille. Je ne sais pas où je serai, ni ce que je voudrai faire dans quelques mois. Je n'ai pas à me décider et je ne suis pas pressé."

Triple buteur contre le Celta Vigo (4-2) dimanche dernier en Liga, Lewandowski n'a pas dit son dernier mot.



MILAN

MAIGNAN VERS LA JUVENTUS ?

En fin de contrat avec l'AC Milan, Mike Maignan (30 ans, 12 matchs toutes compétitions cette saison) est de nouveau au centre des spéculations. Selon La Gazzetta dello Sport, le gardien français se rapproche cette fois de la Juventus, alors qu'il avait été tout proche de rejoindre Chelsea lors du dernier mercato estival avant de rester en Lombardie. Le club londonien resterait d'ailleurs attentif à l'évolution du dossier.

De son côté, la formation lombarde poursuit ses efforts pour tenter de prolonger son dernier rempart et n'exclut pas un accord tardif. La situation demeure ouverte, avec une issue attendue dans les prochaines semaines. Pour le moment, Santos occupe une 17e place synonyme de relégation.

MODRIC VERS UNE
PROLONGATION ?

Étincelant depuis le début de saison avec l'AC Milan, Luka Modric (40 ans, 12 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison) s'impose comme un cadre incontournable du milieu lombard. Selon plusieurs médias italiens, l'option de prolongation prévue dans son contrat pourrait être activée, tant le club se montre satisfait de son rendement et de son influence dans le jeu.

La décision finale devrait intervenir dans les prochains mois, au moment où le Croate évaluera sa condition et ses perspectives. Si son niveau reste celui affiché depuis l'été, une nouvelle année à Milanello apparaît comme un scénario de plus en plus crédible.

MAN UTD
CANTONA ÉGRATIGNE
LES PROPRIÉTAIRES

Légende de Manchester United, où il a évolué entre 1992 et 1997, Eric Cantona ne reconnaît plus le mythique club anglais. Ce dernier ne parvient pas à retrouver son lustre d'antan au fil des saisons décevantes. Interrogé sur la gestion actuelle des Red Devils, lors d'une conférence organisée jeudi en Irlande, l'ancien attaquant français a critiqué le travail de la famille Glazer, propriétaire de MU.

"Sir Alex Ferguson a créé un magnifique style de football offensif, sur lequel les nouveaux propriétaires auraient dû s'appuyer. A la place, ils l'ont détruit", a lancé le "King" dans des propos relayés par The Telegraph. L'ex-international français a également fait part de sa déception d'avoir été éconduit cette année par le co-propriétaire (depuis décembre 2023) Jim Ratcliffe après avoir proposé son aide.

"J'ai beaucoup d'autres passions et projets, mais je me suis dit que pendant deux ou trois ans, je pourrais les mettre de côté et essayer de donner quelque chose à ce club, qui m'a tout donné. Mais il ne semblait pas intéressé. J'ai fait ce que j'avais à faire, donc je ne me sens plus coupable. J'ai fait de mon mieux", assure Cantona.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS
Directeur général
Benzine Lamine
Gérant
Fayçal Laouar
Directeur de rédaction et publication
Dif Abdelhamid

RÉDACTION ADMINISTRATION
« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.48.00 »
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews.dz SITE : http://www.dknews.dz
PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews.dz - IMPRESSION : S.I.A.
Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 / FAX : 020.05.11.48 - 020.05.13.45 - 020.05.13.77 E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz - agence.oran@anep.com.dz - agence.annaba@anep.com.dz - agence.ouargla@anep.com.dz - agence.constantine@anep.com.dz

ALGÉRIE - RUSSIE

Vers une coopération élargie au-delà des hydrocarbures

L'axe Alger-Moscou cherche à franchir un nouveau palier : après des rapprochements confirmés dans le secteur des hydrocarbures, les échanges bilatéraux s'orientent résolument vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée – agriculture intelligente, industrie pharmaceutique, énergies renouvelables et solutions numériques.

C'est le message central qui est ressorti du forum d'affaires algéro-russe organisé récemment à Alger, une rencontre qui intervient après la participation algérienne à la « Russian Energy Week 2025 » à Moscou (15-17 octobre).

Les participants, représentants des ministères, dirigeants d'entreprises et membres du nouveau Conseil d'affaires algéro-russe, ont souligné une volonté politique affirmée des deux capitales pour transformer un partenariat traditionnel en une coopération économique plus diversifiée et durable.

« Toutes les conditions sont réunies pour renforcer les relations économiques et augmenter les échanges commerciaux bilatéraux », a résumé Abdelhamid Djahit, secrétaire général du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.

Sur le plan chiffré, les participants ont fait état d'un flux d'échanges qui a connu un rebond l'an passé, atteignant près de 1,7 milliard de dollars au cours des dix premiers mois de 2024.

Objectif désormais affiché : porter ce volume à 10 milliards de dollars d'ici la fin de la décennie.

Pour atteindre cette ambition, les intervenants estiment nécessaire d'élargir le périmètre des partenariats au-delà des secteurs traditionnels et de multiplier les

visites d'affaires et les échanges d'expertises. La stratégie prônée au forum repose sur plusieurs axes complémentaires.

D'abord, l'exportation : il est essentiel, ont rappelé les responsables algériens, d'intensifier la présence des produits algériens sur le marché russe afin d'équilibrer la balance commerciale et d'ouvrir des débouchés durables pour les entreprises nationales.

Ensuite, la coopération industrielle et technologique : l'Algérie cherche à capter des transferts de compétences, notamment dans la pharmacie, la transformation numérique et les technologies liées à l'intelligence artificielle.

L'agriculture intelligente constitue l'un des terrains prioritaires de cette diversification.

Face aux défis de la sécurité alimentaire et aux transformations climatiques, les deux pays voient un terrain d'entente dans l'adoption de solutions innovantes « capteurs, systèmes d'irrigation pilotés, et plateformes de gestion des cultures » susceptibles d'améliorer la productivité et la résilience des filières agricoles.

Parallèlement, les énergies renouvelables, loin de se cantonner à un discours, ont été abordées comme un secteur propice à la coopération industrielle et aux investissements conjoints.

Le développement de capacités locales de production, couplé

à des projets d'ingénierie et de formation, apparaît comme une piste concrète pour créer une dynamique d'investissement mutuellement bénéfique.

Le volet numérique et les technologies de l'information ont, eux aussi, retenu l'attention.

La transformation digitale des entreprises algériennes, le développement de solutions logicielles et la coopération dans le domaine des technologies émergentes « dont l'intelligence artificielle » figurent parmi les priorités pour moderniser l'appareil productif et stimuler des exportations à plus forte valeur ajoutée. Du côté institutionnel, le rôle du Conseil d'affaires algéro-russe a été mis en exergue.

Créé récemment, le Conseil ambitionne de faciliter les ren-

contres d'affaires et les visites réciproques : près de 500 entreprises auraient déjà participé à des initiatives de rapprochement, initiatives qui, selon Ahmed Azimov, président du Conseil, devraient déboucher prochainement sur des accords d'exportation de produits algériens vers la Russie.

Pour Rabah Fassih, directeur de la promotion et du soutien aux échanges économiques au ministère des Affaires étrangères, la clé du succès réside dans la capacité des opérateurs économiques à tirer parti des réformes engagées en Algérie pour améliorer le climat des affaires.

« Le volume des échanges demeure en deçà des potentialités existantes », a-t-il insisté, appelant à une accélération des initia-

tives privées et publiques visant à mieux insérer les entreprises algériennes sur le marché russe.

En filigrane, les conclusions du forum dessinent une feuille de route pragmatique : multiplier les partenariats, favoriser les transferts technologiques, stimuler les exportations et bâtir des projets communs dans des secteurs porteurs.

L'objectif est clair : transformer une relation d'amitié historique en une coopération économique élargie, capable de créer richesse et emplois pour les deux rives de cet axe stratégique.

Reste à concrétiser ces ambitions par des accords opérationnels et des projets sur le terrain « la promesse est faite, le défi est lancé ».

R. E.

ALGÉRIE - VIETNAM

Début à Alger de la 13^e session de la Commission mixte algéro-vietnamienne

Les travaux de la 13^e session de la Commission mixte algéro-vietnamienne débuteront aujourd'hui à Alger et se poursuivront jusqu'à jeudi prochain, indique samedi un communiqué du ministère de l'Industrie.

Dans le cadre des préparatifs de cet événement, le vice-ministre de la Construction de la République socialiste du Vietnam, M. Nguyen Tuong Van, est arrivé, samedi matin, à l'Aéroport international d'Alger Houari-Boumediène,

où il a été accueilli, ainsi que la délégation l'accompagnant, par le Secrétaire général du ministère de l'Industrie, M. Khireddine Benaissa.

Cette visite s'inscrit dans le cadre des efforts des deux pays en vue de promouvoir la coopération économique et industrielle et d'intensifier la coordination en prévision de cette importante échéance bilatérale, ajoute le communiqué.

APS

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie réceptionne son premier aéronef dans le cadre du programme de renouvellement de sa flotte

La compagnie nationale, Air Algérie, a réceptionné jeudi à l'Aéroport international Houari-Boumediène, son premier avion dans le cadre du programme de renouvellement et d'élargissement de sa flotte, à même de donner un nouveau souffle à l'activité du transporteur national aux niveaux régional et international à moyen terme, et ce lors d'une cérémonie supervisée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud.

Il s'agit d'un avion de type Airbus A330neo de 308 sièges, dont le premier vol commercial est prévu vers Montréal (Canada) samedi prochain.

La cérémonie de réception s'est déroulée en présence du Pdg d'Air Algérie Hamza Benhamouda, du Directeur général des Douanes, le général-major Abdelhafid Bakhouche, et du Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Tadjdout.

Intervenant à cette occasion, M. Sayoud a affirmé que l'acquisition de l'aéronef, baptisé "Novembre 54", marque "le début effectif vers la concrétisation d'une vision globale de développement du transport aérien national et de renforcement de la place de l'Algérie sur la scène internationale" et ce conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Le ministre a indiqué que le nouveau programme "permettra à la compagnie d'étendre son réseau de vols vers les pays africains, les capitales arabes et les grandes villes du monde et de recouvrer sa place concurrentielle au niveau international", ajoutant que "le programme de re-

nouvellement de la flotte répond à la demande croissante sur le transport aérien, et assure aux voyageurs des services de "meilleure qualité avec plus de confort", d'où la nécessité de créer une nouvelle dynamique au niveau des aéroports nationaux, à les projets de développement et de modernisation.

Le ministre a révélé, à ce propos, que le projet de modernisation de l'aéroport international d'Alger sera lancé dans les plus brefs délais, affirmant que "l'Etat lui a consacré un budget colossal" pour en faire "un aéroport intelligent répondant aux standards internationaux et adapté à la transformation numérique dans les services de transport aérien".

Pour sa part, M. Benhamouda a affirmé que la réception de cet aéronef marque "une nouvelle étape dans le processus de développement de la flotte nationale, et une avancée qualitative dans la vision opérationnelle et des services futurs de la compagnie", soulignant que le lancement du programme d'élargissement et de renforcement de la flotte intervient "en ce mois glorieux de novembre, mois des épopées, des sacrifices et de la fierté, où se révèlent la grandeur de la volonté et la suprématie de l'appartenance nationale."

L'Aéroport d'Alger, un espace de transit avancé reliant trois continents

M. Benhamouda a souligné que l'intégration de ce nouvel appareil au sein de la flotte de la compagnie ouvre des perspectives plus étendues pour le développement des réseaux et l'ouverture de nouvelles lignes, renforçant ainsi la connectivité entre l'Algérie et son environnement

continental et international, l'objectif étant, a-t-il ajouté, de faire de l'aéroport d'Alger un point de rencontre et de mouvement, et un espace de transit avancé reliant l'Afrique à l'Europe et à l'Asie, selon une vision claire et un processus étudié".

Il a précisé que "la flotte d'Air Algérie compte actuellement 55 avions, en sus de 15 appareils relevant de la compagnie aérienne Domestic Airlines, et sera renforcée progressivement au cours de la phase actuelle par la réception de 16 nouveaux avions, dont deux appareils supplémentaires de type Airbus A330-900, en raison des performances opérationnelles élevées et de l'économie de carburant qui caractérisent ce modèle".

Pour sa part, Hadi Akoum, vice-président des ventes pour la région Afrique et Levant du constructeur européen, a affirmé qu'Air Algérie tend à être pionnière dans l'utilisation du modèle A330neo en Afrique, s'inscrivant dans une vision ambitieuse qui consolide sa position régionale.

Il a salué le niveau des infrastructures de la compagnie, notamment son centre de maintenance et de formation, estimant que ces infrastructures placent la compagnie algérienne en tant que "référence en matière de formation et de maintenance". Cette démarche conforte la position de l'Algérie en tant que pôle africain d'excellence dans l'aviation, et se veut un message clair de son ambition d'être le portail principal reliant le continent africain au reste du monde, a-t-il ajouté.

De son côté, Georges Abou-Nasr, directeur exécutif des affaires commerciales pour la région Afrique au sein de la société

"Rolls Royce", conceptrice du moteur de l'avion, a souligné qu'Air Algérie est à une étape importante de développement et de modernisation, ce qui confirme son engagement à l'excellence dans le monde de l'aviation.

Il a expliqué que le nouveau moteur dont est équipé l'avion se distingue par son efficacité élevée en matière de consommation de carburant, saluant la coopération avec la compagnie algérienne.

La cabine de l'appareil comprend trois classes : 18 sièges en classe affaires, 24 en classe économique supérieure et 266 en classe économique.

Parmi les avantages de cet avion, une consommation de moins de 25% de carburant, ainsi que des émissions de dioxyde de carbone par siège par rapport aux générations précédentes.

Il est également équipé de systèmes de divertissement modernes, tels que le service Wi-Fi.

A noter, que la compagnie Air Algérie a lancé en 2023 un programme de renouvellement de sa flotte à travers l'acquisition de huit avions de type Boeing 737 MAX-9 et huit autres de type Airbus A330-900, avant d'augmenter récemment sa commande à dix avions de la marque européenne.

Il s'agit également d'une autre commande pour l'acquisition de 16 avions de type ATR 72-600 en 2025, afin de renforcer le réseau interne.

Le plan d'action d'Air Algérie, qui s'étend jusqu'à l'année 2035, comprend d'autres opérations d'acquisition destinées à mieux répondre à la demande locale et internationale.

APS